



RAPPORT SUR LA DÉSINFORMATION

AU CAMEROUN, EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE ET EN FRANCE



TABLE DES MATIERES

PRÉSENTATION.....	4
INTRODUCTION	5
DÉFINITIONS PRINCIPALES.....	8
MÉTHODOLOGIE DU RAPPORT	10
Choix de l'approche	10
Collecte des données.....	10
Limites de l'approche	12
CONTEXTES	14
Cameroun	14
République centrafricaine.....	15
France	17
ENVIRONNEMENT NUMÉRIQUE ET MÉDIATIQUE	20
Cameroun	20
République centrafricaine.....	21
France	22
LÉGISLATIONS.....	25
Cameroun	25
République centrafricaine.....	25
France	26
ANALYSE DES RÉSULTATS	27
Cameroun	27
Sites de vérification de faits	27
Thématiques abordées	27
Les types d'informations.....	28
Formes d'informations.....	29
Sources des informations	29
Autres sources.....	30
Synthèse	31
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA).....	31
Sites de fact-checking	31
Thématiques abordées	32
Types d'informations.....	32
Formes d'informations	33
Sources des informations	33
Autres informations	34
Synthèse	34
France	35
Sites de fact-checking et nombre d'articles par mois.....	35

Thématiques abordées	36
Types d'informations.....	37
Formes d'informations	38
Sources des informations	38
Autres sources.....	40
Synthèse	41
CONCLUSIONS.....	42
OBSERVATIONS	44
RECOMMANDATIONS	45
BIBLIOGRAPHIE.....	50

PRÉSENTATION

Observatoire Pharos : Fondé en 2011 et basé à Paris, l'Observatoire Pharos est une plateforme de réflexion, d'information, et d'action sur les enjeux du pluralisme culturel et religieux, qui assure la veille et la diffusion d'une information fiable et décryptée. Il mène des actions de terrain visant à soutenir les acteurs de la cohésion sociale et à promouvoir des dynamiques de pluralisme, ainsi qu'une activité de recherche portant sur l'analyse et la compréhension du pluralisme et des tensions identitaires.

ADISI-Cameroun : L'Association pour le Développement Intégré et la Solidarité Interactive (ADISI-Cameroun) est une organisation de la société civile et de droit camerounais qui, depuis 2010, milite pour la défense des droits humains à savoir : l'accès à l'information et la liberté d'expression.

CJCLD : Le Consortium des Journalistes Centrafricains pour la Lutte contre la Désinformation (CJCLD) est une association créée en 2020 qui fédère les journalistes centrafricains (journalistes et vérificateurs de faits) dans la lutte contre les fausses nouvelles en Centrafrique.

CRÉDITS

Coordination générale : Jonas RAZANADRAKOTO

Rédacteurs : Paul-Joël KAMTCHANG, Diane PAUGNAT

Collecteurs de données : Anne RENAUX, Camille LEBRUN, Diane PAUGNAT,
Stanelle MOUGANG, Aurélie BUCHOM

Suivi et relecture : Catherine BOSSARD, Julie SIMON, Matthieu BARLET

INTRODUCTION

En réponse à l'appel à projets « *Jumelage entre initiatives francophones de lutte contre la désinformation* » proposé par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), l'Observatoire Pharos, ADISI-Cameroun et le Consortium des Journalistes centrafricains de lutte contre la désinformation (CJCLD) ont formé un consortium pour porter le projet « Mutualisation des expériences, formations, sensibilisation à la lutte contre la désinformation au Cameroun, en République centrafricaine et en France ».

L'objectif de ce rapport est de réaliser un état des lieux comparatif de la désinformation dans ces trois pays à travers le prisme des médias de vérification de faits les plus actifs. Il s'appuie sur une étude documentaire, une veille hebdomadaire de l'actualité du pluralisme culturel et religieux dans les trois pays, des observations, ainsi que des échanges avec des acteurs de la lutte contre la désinformation. Ce rapport dresse un panorama des formes, types, sources et évolutions de la désinformation en utilisant les fausses informations repérées par des médias de vérification de faits à partir d'un échantillon s'étalant sur une période de 6 mois. Cette revue se veut utile à l'analyse et la recherche de solutions dans trois pays où l'enjeu de la désinformation est crucial.

Effectivement, le contexte centrafricain est depuis quelques années l'un des exemples les plus révélateurs d'une désinformation massive en partie instrumentalisée par des acteurs étrangers. L'instabilité sécuritaire actuelle, la guerre civile centrafricaine (2013-2014) et ses conséquences sur le niveau d'éducation du pays¹ (écoles fermées, pénuries d'enseignants, familles déplacées), mais aussi et surtout la présence d'organes de propagande russe² ont fait de ce pays d'Afrique centrale un laboratoire d'une désinformation inédite et multiforme qui menace d'altérer encore plus les rapports intercommunautaires.

En France, le contexte électoral a justifié le besoin de prêter attention à la désinformation et à la réaction des vérificateurs de faits avant, pendant et après les élections présidentielles et législatives.

Ces contextes, comme les élections de 2017 en France ou encore celles de 2016 aux États-Unis³ l'ont démontré, sont particulièrement propices à la désinformation et à l'exacerbation des passions politiques et identitaires⁴.

¹ Plan sectoriel de l'éducation (2020-2029), Mai 2020. En ligne : <https://www.globalpartnership.org/fr/content/plan-sectoriel-de-leducation-republique-centrafricaine-2020-2029>

² Valade C. et Di Roma C., *Comment la Centrafrique est devenue le laboratoire de la propagande russe en Afrique*, Le Monde du 8 juin 2022. En ligne : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/06/08/comment-la-centrafrique-est-devenue-le-laboratoire-de-la-propagande-russe-en-afrique_6129431_3212.html

³ Sénécat A. et Laurent S., *Une campagne plombée par les rumeurs et les fausses informations*, Le Monde du 5 mai 2017. En ligne : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/05/05/une-campagne-plombee-par-les-rumeurs-et-les-fausse-informations_5122623_4355770.html

⁴ Doublet Y-M. (2019). *Disinformation and electoral campaigns*, Conseil de l'Europe, 248 pages.

Le Cameroun est un exemple plutôt récent de cette dynamique. Les réseaux sociaux ont été le théâtre de joutes intercommunautaires propices aux discours haineux et trompeurs depuis les élections de 2018⁵. L'opposition politique entre Maurice Kamto et le président Paul Biya a cristallisé les tensions entre les groupes ethniques auxquelles ils appartiennent. En témoigne encore aujourd'hui la présence en ligne des vocables tontinards⁶ et sardinards⁷, néologismes traduisant deux narratifs péjoratifs et haineux associés à des stéréotypes⁸. À cette opposition encore latente s'ajoutent trois foyers de crise sécuritaire en proie à la désinformation et à des tensions identitaires : la zone anglophone dans l'Ouest, la présence de Boko Haram dans l'Extrême-Nord et la frontière centrafricaine à l'Est⁹.

L'étude commune de ces trois pays est rendue pertinente par des liens géographiques et historiques. La Centrafrique et le Cameroun partagent en effet une frontière, source de nombreuses tensions qui résultent notamment de la crise centrafricaine et du déplacement de réfugiés dans des localités de l'Est du Cameroun¹⁰. L'histoire coloniale reliant la France et la République centrafricaine, mais également la fin de l'opération Sangaris (2013-2016) ont nourri la montée d'un sentiment d'opposition à la France. Des faits similaires s'observent également au Cameroun. Si cette opposition à l'ancienne puissance coloniale ou mandataire n'entraîne pas systématiquement d'hostilité contre les ressortissants français, ce rapport parfois houleux reste propice à de nombreuses théories du complot, rumeurs, et laisse craindre une montée de la défiance et des crispations.

À ces éléments s'ajoute le fait que la désinformation est un problème mondial qui ne peut être uniquement traité de façon localisée. C'est le corollaire d'une démocratisation de l'accès et de la production de l'information permise par la mondialisation. Malgré leur évolution dans des contextes différents, les procédés de manipulation de l'information et de l'opinion se retrouvent dans plusieurs pays et s'exportent d'un pays à l'autre. Les plateformes de diffusion, dont l'ambition est souvent de mettre en lien des personnes géographiquement très éloignées, limitent également l'analyse nationale de la désinformation. Du fait d'un contexte international toujours plus imbriqué, il n'est pas rare de voir des mêmes faits de désinformation se diffuser dans plusieurs pays ou en susciter de nouveaux. Face à ces constats, une réponse globale, transnationale et même

⁵ Lea Ngoula J. (2020). *Le péril de la fracture identitaire*, Observatoire Pharos. En ligne : <https://www.observatoirepharos.com/pays/cameroun/cameroun-le-peril-de-la-fracture-identitaire/>

⁶ Soutien de Maurice Kamto, associé à l'ethnie Bamiléké

⁷ Soutiens de Paul Biya, associé à l'ethnie dite Beti-Boulou

⁸ Deux narratifs coexistent, l'un prêtant aux Bamiléké des ambitions hégémoniques et l'autre attribuant aux Beti une appétence à la corruption (entendue dans son acception la plus large).

⁹ Lasseur M., Gaulme F. *Les identités plurielles au Cameroun : entre tensions et cohésion nationale*, Observatoire Pharos, 2022. En ligne : <https://www.observatoirepharos.com/wp-content/uploads/2022/10/Les-identites-plurielles-au-Cameroun-entre-tensions-et-cohesion-nationale.pdf>

¹⁰ Mbia J.P., *Cameroun-Centrafrrique, une frontière à problèmes*, Le 360 Afrique du 15 juin 2022. En ligne : <https://afrique.le360.ma/autres-pays/politique/2022/06/15/38395-cameroun-centrafrrique-une-frontiere-problemes-38395>.

transcontinentale doit être mise en œuvre. L'étude comparée de contextes différents sur une même période permet de dégager certaines tendances communes et d'envisager la possibilité d'une réponse coordonnée à une désinformation dont l'impact sur le pluralisme culturel et religieux dans le monde n'épargne quasiment aucun pays.

Dans le cadre de ce rapport, une attention particulière est accordée au pluralisme culturel et religieux que l'Observatoire Pharos définit comme étant « *l'engagement d'une société dans une organisation de la pluralité qui soit à la fois respectueuse des particularités qui la composent, et qui favorise l'union de ces particularités dans un projet de société commun* ». Il s'agit de la recherche d'un équilibre entre le particulier et le commun, une voie alternative entre le repli identitaire et la dissolution culturelle. Cet équilibre est fragilisé par de nombreuses menaces que peuvent faire peser les manipulations de l'information spécifiques à ces sujets en raison des liens forts entre discours de haine et désinformation.

Il est admis que les fausses informations prospèrent sur des biais cognitifs¹¹ conditionnés par les peurs, craintes et incertitudes des individus, et que les sensibilités identitaires sont l'une des plus vives d'entre elles. Le rapport « *Les manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties* » (2018) qualifie en effet la polarisation identitaire comme l'une des causes des manipulations de la désinformation¹². La désinformation peut donc nourrir les crispations identitaires et les discours de haine¹³. Dans les cas les plus graves, des faits de désinformation s'appuyant sur des informations mobilisant des ressorts identitaires culturels et religieux peuvent provoquer des actes malveillants. La chercheuse américaine Claire Wardle explique dans son rapport au Conseil de l'Europe que la désinformation peut renforcer les divisions socioculturelles en jouant de tensions préexistantes sur des sujets nationalistes, ethniques, et religieux (Wardle, 2017)¹⁴, et favoriser ainsi des polarisations identitaires et les crimes de haine. Les cas illustrant son propos sont nombreux ces dernières années, y compris en France. L'épisode « Terroristes en réseaux » de l'émission *La Fabrique du mensonge* explore par exemple le cas de la fausse information à l'origine du meurtre de Samuel Paty¹⁵. On observe également des cas similaires en Côte d'Ivoire¹⁶ ou en Inde¹⁷.

¹¹ Biais personnels dans le traitement d'une information

¹² Vilmer J-B., Escorcia A., Guillaume M., Herrera J. (2018), *Les Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties*, rapport du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) du ministère des Armées, Paris, août 2018

¹³ Guiti News, *Fins politiques et vivre-ensemble : pourquoi déconstruire les fake news sur la migration*, 2021. En ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=FI085zh4Pb4&t=3s>

¹⁴ Wardle C. et Derakhshan H., *Information disorder : Toward an interdisciplinary framework for research and policy making*, Council of Europe report DGI(2017)09. En ligne : <https://rm.coe.int/information-disorder-report-november-2017/1680764666>

¹⁵ *La fabrique du mensonge : Terroristes en réseaux*, diffusé le 30 mai 2021 sur France 5.

¹⁶ TV5 Monde (2021), *Côte d'Ivoire : un mort à cause d'une fausse information sur les réseaux sociaux*, 21 mai 2021. En ligne : <https://information.tv5monde.com/info/cote-d-ivoire-un-mort-cause-d-une-fausse-information-sur-les-reseaux-sociaux-409652>

¹⁷ TF1 (2018). *Inde : une trentaine de personnes tuées à cause de "fake news" sur WhatsApp*, 2 juillet 2018. En ligne : <https://www.tf1info.fr/international/inde-une-trentaine-de-personnes-tuees-a-cause-de-fake-news-sur-whatsapp-rumeurs-2092116.html>

DÉFINITIONS PRINCIPALES

➤ Fausses informations, infox, fausses nouvelles ou *fake news* :

Ces termes désignent de manière relativement équivalente des informations erronées toujours présentées comme des informations vraies et cherchant à manipuler les opinions. Il est néanmoins important, comme l'a rappelé la Commission européenne, de distinguer :

➤ Désinformation :

Selon la définition de la Commission Européenne (2018), la désinformation désigne les « informations dont on peut vérifier qu'elles sont fausses ou trompeuses qui sont créées, présentées et diffusées dans un but lucratif ou dans l'intention délibérée de tromper le public et qui sont susceptibles de causer un préjudice public »¹⁸.

➤ Méinformation :

La méinformation désigne une information dont l'inexactitude n'est pas intentionnelle. L'erreur à l'origine de la fausse information peut notamment être due à une mauvaise interprétation de données¹⁹.

➤ Malinformation :

La malinformation est une information qui se fonde sur la réalité, mais qui est utilisée pour porter préjudice à une personne, une organisation ou un pays²⁰.

Bien que ces trois types de « désordres de l'information »²¹ puissent avoir des conséquences très différentes, ce rapport ne s'est pas attaché à les distinguer selon le critère de l'intentionnalité trop difficile à évaluer à ce niveau. Compte-tenu des limites du positionnement binaire entre le vrai et le faux²², les informations recueillies ont été classées en des catégories nuancées en fonction de leur rapport à la vérité allant de l'information totalement fausse, l'information fausse contenant néanmoins des éléments de vérité, l'information invérifiable (théories du complot), l'information vraie, mais dont le contexte est manquant (décontextualisé) ou dont l'interprétation est trompeuse. Ces catégories peuvent toujours être affinées.

¹⁸ High Level Groupe (2018). *A multi-dimensional approach to disinformation - Report of the independent High level Group on fake news and online disinformation*, European Commission, mars 2018

¹⁹ Vilmer J-B., Escorcía, A., Guillaume, M., Herrera, J. (2018), *Les Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties*, précité.

²⁰ Wardle C. et Derakhshan H. (2017). *Information disorder : Toward an interdisciplinary framework for research and policy making*, Council of Europe report DGI(2017)09. En ligne : <https://rm.coe.int/information-disorder-report-november-2017/1680764666>, précité.

²¹ Expression de Claire Wardle (2017) pour désigner les fausses informations et comprenant désinformation, méinformation et malinformation.

²² Vilmer J-B., Escorcía A., Guillaume M., Herrera J. (2018), *id.*

➤ **Vérification de faits (ou *fact-checking*) :**

La vérification de faits désigne un mode de traitement journalistique, consistant à vérifier de manière systématique des affirmations de responsables politiques ou des éléments du débat public. Cette pratique s'appliquait à l'origine aux organes internes aux journaux chargés de vérifier les données et les faits rapportés par les journalistes de terrain. Au cœur de tout travail journalistique, cette pratique s'est démocratisée ces dernières années et a pris une nouvelle dimension intégrant davantage une veille des réseaux sociaux et des sites web sur lesquels sont diffusées les informations²³.

La pratique est néanmoins régulièrement questionnée sur son efficacité à lutter contre la désinformation du fait de sa plus faible viralité et de son incapacité à réellement changer la perception des personnes convaincues d'une fausse information²⁴.

²³ Bigot L. (2017), *Le fact-checking ou la réinvention d'une pratique de vérification*, *Communication & Langages* n°192. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-communication-et-langages1-2017-2-page-131.htm>

²⁴ Berriche M. (2020). *Le fact-checking est-il vraiment efficace ?*, *The Conversation*. En ligne : <https://www.sciencespo.fr/fr/actualites/de-la-verification-a-la-discussion-les-nombreuses-methodes-de-fact-checking>

MÉTHODOLOGIE DU RAPPORT

Choix de l'approche

Ce rapport analyse les fausses informations par le prisme de médias de vérification des faits. Cette méthode nous permet de nous appuyer sur des médias dont les moyens de veille et la rigueur dans le jugement des informations sont déjà établis. Cette étude s'appuie donc en partie sur les constats qu'eux-mêmes présentent dans leurs articles.

Collecte des données

Cette étude, qui s'inscrit dans une démarche quantitative, a été réalisée sur la base d'une collecte des données primaires à partir de l'activité de médias de vérification de faits entre janvier et juin 2022. Un échantillon représentatif des médias de vérification les plus proéminents dans leurs domaines d'action a été constitué : 3 ont été choisis pour le Cameroun, 5 en France et 5 en RCA.

La collecte des données primaires a été encadrée par les coordinateurs des associations partenaires projet des initiatives et effectuée par des collaborateurs de ces associations.

La première étape a été de référencer chaque article de vérification afin de faciliter l'analyse quantitative. Chacun a été consigné par la date, le site de fact-checking, la thématique, le lien URL, la forme de l'information, ses sources principales et secondaires, ainsi que le type d'information relayée.

Définitions des détails référencés de l'information traitée par les médias

Date	Date à laquelle a été posté l'article de vérification de faits
Site de fact-checking	Média ou rubrique de média sur lequel l'article a été publié
Thématique	Thématique générale de l'article ou thématique sur laquelle celle-ci peut avoir une incidence
URL	URL du lien a été renseignée pour faciliter la vérification
Forme	Forme que prend l'information interrogée
Source	Source où a été repérée l'information d'origine
Autre source	Autre source ou relai sur laquelle a été également repérée
Type	Type d'information à laquelle concluent les articles. <i>Cette catégorie précise également si l'information est finalement considérée comme vraie ou si l'analyse ne se positionne pas sur cette affirmation.</i>

Des catégories ont été définies pour les détails suivants : thématiques, formes, sources de l'information d'origine et sources de relais de cette information, et types. Les classifications du rapport ont été préétablies avec la volonté d'obtenir des données comparables entre les différents pays et les différents rapporteurs selon la catégorisation suivante :

Définitions des formes de l'information traitée par les médias

Texte	Faits diffusés sous forme de textes principalement écrits sur les réseaux sociaux
Lien externe	Publications analysées contenant un lien externe
Vidéo	Faits diffusés sous forme d'extraits vidéo
Photo	Faits diffusés sous forme de photographie prise de la réalité
Visuel	Faits représentés sous formes d'illustrations.
Données	Faits contenant des données statistiques
Discours	Faits prononcés lors de discours publics ou interventions médiatiques par une personnalité
Compte	Analyse faite de certains comptes sur les réseaux sociaux.
Rumeur	Faits ne contenant aucune trace de sa diffusion dans l'univers numérique, mais dont la diffusion est attestée par les médias de vérification de faits
Loi	Articles ou textes de loi dont des médias de vérification se sont chargés de vérifier l'existence
Rapport	Faits affirmés dans des rapports institutionnels ou scientifiques.
Autre	Articles d'analyse rédigés par les médias de vérification de faits.

Définitions des thématiques de l'information traitée par les médias

Pluralisme	Faits en lien avec les questions identitaires, religieuses, communautaires ou ethniques
Société	Faits de société
Santé	Faits en lien avec la santé
Politique	Faits en lien avec la politique nationale ou internationale
Sport	Faits en lien avec le sport ou évoquant des sportifs
Economie	Informations en lien avec l'économie
Environnement	Informations en lien avec l'environnement

Définitions des types de l'information traitée par les médias

Information fausse	Information dont la véracité est totalement démentie par les médias de vérification de faits
Information vraie	Information qui, après enquête des médias de vérifications, s'avère être véridique
Information partiellement fausse	Information contenant une part de vérité, mais une part incorrecte ou erronée
Information invérifiable	Information ne contenant aucune source, ne pouvant être vérifiée au moment où l'information est prononcée.
Information trompeuse	Information vraie, mais dont l'interprétation ou la présentation peut induire en erreur.
Information décontextualisée	Information vraie mais, prise d'un autre contexte ou dont le contexte et des précisions manquent à la compréhension.
Enquête	À l'issue d'une question posée par un internaute ou d'une initiative interne, des médias de vérifications de faits répondent également à des interrogations et ne réagissent ainsi pas forcément aux faits
Montage	Photo ou vidéo détournée par ordinateur
Satire	Information fausse à des fins satiriques

Définitions des types de l'information traitée par les médias

Discours	Inventions publiques par une personnalité lors de rassemblements
Aucun	Pas d'origine identifiée de l'information traitée
Autre	Analyse provenant d'une initiative des médias de vérification de faits
Blog	Site internet utilisé pour la publication d'articles personnels
Cinéma	Support de diffusion de films
Discord	Réseau social sécurisé et anonymisé permettant de communiquer de manière privée ou groupée
Facebook	Réseau social géré par le groupe américain Meta permettant de publier photos, vidéos, textes, ... et de communiquer de manière privée ou publique
Instagram	Réseau social géré par le groupe américain Meta permettant de publier photos, vidéos et de communiquer de manière privée ou publique
Médias	Supports de diffusion de l'information (presse, télévision, ...)
Question internaute	Question posée par les internautes aux médias de vérification
Radio	Média audio
Rapport/Recherche Académique	Comptes rendus, études et analyses par des organisations, des groupes de recherche, des universitaires, ...
Réseaux sociaux	Sites web et applications permettant à leurs utilisateurs de se constituer un réseau d'amis, de relations ou d'abonnés. Cette catégorie a été utilisée lorsque le réseau social d'où provenait l'information traitée par les médias de vérification n'était pas précisé.
Site web	Site internet d'entités physiques ou morales
Telegram	Messagerie sécurisée en ligne permettant de communiquer de manière privée ou groupée, développé par des développeurs russes
TikTok	Réseau social de diffusion de vidéos développé par une entreprise chinoise
Twitter	Réseau social développé par un groupe américain qui permet aux utilisateurs de publier des messages brefs
Vkontakte	Réseau social développé par une entreprise russe, permettant de publier photos, vidéos, textes, ... et de communiquer de manière privée ou publique
WhatsApp	Messagerie en ligne gérée par le groupe américain Meta, permettant de communiquer de manière privée ou groupée
YouTube	Plateforme de diffusions de vidéos en ligne développé par une entreprise américaine

La masse d'informations collectées a permis une analyse quantitative des données, qui mériterait d'être prolongée par une analyse qualitative. S'agissant d'un travail considérable dépassant les capacités de ce premier rapport, l'étude quantitative a été complétée par une méta-analyse de rapports académiques et d'organisations sur l'état de la désinformation et de la mésinformation, ainsi que par les observations des coordinateurs de projet sur leurs terrains respectifs.

Limites de l'approche

Les moyens humains et matériels déployés dans le cadre de cette étude étaient insuffisants pour effectuer une analyse remontant les informations douteuses jusqu'à la source, c'est-à-dire

directement sur un réseau social. Les prémices d'une étude à partir de données provenant directement des sources d'information sur les réseaux sociaux ont néanmoins été lancés dans le cadre de ce projet.

Cette étude a donc privilégié l'approche consistant à étudier les fausses informations au travers du prisme des médias vérificateurs de faits. Celle-ci présente aussi des limites qu'il faut avoir à l'esprit à la lecture des résultats obtenus. L'étude réalisée *via* les médias de vérifications limite le corpus de données aux faits consultés et traités par ces médias. Elle ne peut pas être considérée comme une vitrine fidèle et exhaustive de la réalité de la désinformation dans chaque pays. Elle peut néanmoins permettre de dégager certaines tendances nettes et de réfléchir aux choix privilégiés par ces médias afin de comprendre leur pertinence et d'identifier les axes d'amélioration.

La collecte de données ayant été réalisée par des rapporteurs différents, l'un des enjeux a été de prévenir le maximum de biais cognitifs. En effet, le classement de certaines informations est complexe et sujet à une interprétation subjective des rapporteurs. Des échanges fréquents ont été mis en place entre ceux-ci pour s'assurer d'une compréhension commune de la catégorisation.

CONTEXTES

Cette partie synthétise une veille de l'actualité menée sur la période de l'étude et permet d'identifier les faits marquants, ou ceux susceptibles de générer des fausses informations.

Cameroun

- *Coupe d'Afrique des Nations*

Le début d'année 2022 a été marqué au Cameroun par la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) qui s'est tenue à la fin du mois de janvier. Critiquée par une partie de l'opposition et de la société civile, ainsi que par certains acteurs religieux pour sa tenue en pleine pandémie et alors que s'observait une succession de crises sécuritaires, elle s'est aussi trouvée menacée par différents groupes armés non étatiques dans la partie Sud-Ouest. Néanmoins, beaucoup ont perçu le sentiment patriotique suscité par l'équipe nationale et la réussite de l'événement comme des facteurs de cohésion nationale, créant des opportunités pour le dialogue communautaire et la désescalade de l'opposition politique dans le pays. Effectivement, la montée des discours de haine dans le pays, dans les discours politiques, médiatiques ou sur les réseaux sociaux, préoccupe à plusieurs niveaux. Des appels à ne pas céder à la manipulation de la fibre culturelle ou ethnique se sont répétés tout au long du semestre.

- *Crises sécuritaires*

Trois foyers sécuritaires rythment l'actualité camerounaise depuis plusieurs années et par conséquent, l'actualité de ce semestre étudié.

- *La crise en zone anglophone :*

Depuis 2016, un conflit oppose des séparatistes de la zone anglophone et les forces gouvernementales dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest. Ce conflit a connu de nouvelles attaques au cours de la période ciblant particulièrement les écoles, lieux de cultes, religieux ou journalistes et faisant des victimes militaires comme civiles.

Ce conflit affecte les populations au prisme de leurs appartenances. D'une part, certains groupes culturels et ethniques sont ciblés par des attaques, pour leur supposé(e) soutien ou opposition au gouvernement ou aux séparatistes. C'est le cas des populations M'bororos qui ont été attaquées pour avoir (prétendument) renseigné les forces de sécurité sur les mouvements séparatistes. D'autre part, le conflit a provoqué le déplacement de populations du Nord-Ouest (épicerie de la crise), vers le Sud-Ouest. Cette reconfiguration crée des tensions, résumées par l'expression péjorative « Came

no Go » (arrivés qui ne repartent pas) utilisée au Sud-Ouest pour désigner les déplacés du Nord-Ouest.

- **La crise sécuritaire à l'Extrême-Nord du Cameroun :**

La zone de l'Extrême-Nord, frontalière avec le Nigéria et proche du Tchad, est une zone périphérique avec un faible accès aux services de base (dont l'éducation) et une forte dépendance des populations aux ressources agricoles, pastorales et de la pêche. Depuis plusieurs décennies, elle fait face à une crise sociale, économique et climatique qui accroît la rivalité des communautés pour l'accès aux ressources. Cette situation profite à des groupes issus du banditisme et/ou du terrorisme, dont Boko Haram. Leurs activités sont d'une intensité plus réduite que dans les années 2010, mais ils exercent toujours une pression sur les réseaux sociaux grâce à la désinformation pour faciliter les ralliements idéologiques ou opportunistes principalement des jeunes.

- **L'Est et la frontière centrafricaine :**

Enfin, un troisième foyer de crise sécuritaire se trouve à l'Est du Cameroun et à sa frontière relativement poreuse avec la Centrafrique. Plus de 290 000 réfugiés centrafricains affectés par la guerre vivent désormais dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua (centre du pays) et du Nord (PAM, 2022). Les attaques des rebelles centrafricains contre les villes frontalières de la RCA comme Bambari et Alindao et les enlèvements de citoyens camerounais, créent des tensions avec l'armée camerounaise et menacent l'entente entre les personnes centrafricaines réfugiées et les Camerounais.

- **Relations interreligieuses**

Les relations interreligieuses ont été questionnées à travers quelques sujets marginaux, comme l'aide gouvernementale au départ pour le pèlerinage à La Mecque des musulmans ou encore un reportage sur les difficultés que rencontrent les nouveaux convertis à l'islam.

République centrafricaine

- **Instabilité sécuritaire**

En République centrafricaine, le contexte sécuritaire a été marqué par de nombreux faits d'armes opposant les rebelles de la Coalition pour le Changement aux forces armées nationales et à leurs partenaires présents dans le pays. Malgré les accords de paix, et même si les rebelles ont été repoussés dans les zones périphériques par les Forces armées centrafricaines (FACA) et leur allié russe (membres du groupe paramilitaire Wagner selon certaines sources), des conflits continuent à se dérouler dans les zones rurales faisant des victimes militaires et civiles. De nombreuses violations des droits humains ont régulièrement été signalées dans les deux camps par les Nations Unies et Human Rights Watch. Ces conflits affectent l'aide humanitaire et poussent certains civils au déplacement interne et vers les pays voisins.

- *Conflits agropastoraux et stigmatisation communautaire*

Des attaques et représailles entre éleveurs peuls nomades et agriculteurs s'ajoutent à la crise actuelle sur les couloirs de transhumance. Des signes de stigmatisation communautaire traversent effectivement ce conflit, concernant principalement les musulmans parfois accusés de complicité avec les groupes rebelles. Les éleveurs nomades peuls qui démentent cette accusation se retrouvent pris en étau entre les militaires, les rebelles et les agriculteurs. La MINUSCA alertait justement en janvier dernier contre l'utilisation de la fibre ethnique ou religieuse par les acteurs du conflit ou des leaders politiques.

- *Concurrence entre partenaires étrangers*

Les divergences opposant les partenaires traditionnels de la Centrafrique (européens, américains et onusiens) et le nouveau partenaire russe déstabilisent la vie politique et sociale du pays, tout en empiétant sur une résolution durable du conflit. Le signalement d'exactions et les manipulations informationnelles visant à se décrédibiliser mutuellement se sont multipliés durant le premier semestre 2022, tant dans la sphère médiatique que numérique. L'arrestation et le relâchement de militaires français de la MINUSCA accusés de fomenter un coup d'État contre le président au mois de février dernier en est un exemple. Une « minuscaphobie » (Picco & Vircoulon, 2022), parfois alimentée par des informations fausses, a également donné lieu à des manifestations au mois de mars dernier.

- *Dialogue républicain*

Sur le plan politique, une tentative de résolution des conflits a été mise en œuvre avec le dialogue républicain, tenu en mars 2022. Ce dernier a abouti à plusieurs recommandations concernant la paix, la sécurité et la cohésion sociale. Ce dialogue, annoncé et préparé de longue date, a fait l'objet de nombreux débats sur sa forme, sur sa composition (absence des groupes armés), ainsi que sur la viabilité de ses recommandations. Ce débat a ensuite laissé place à un autre sur la proposition de loi accordant au président de la République Faustin-Archange Touadéra l'autorisation de briguer un troisième mandat.

- *Justice transitionnelle*

La résolution du conflit se joue sur le terrain militaire comme politique et judiciaire. La mise en œuvre d'une justice transitionnelle a été en questionnement tout au long du premier semestre 2022 avec l'arrestation et le jugement de criminels de guerre par la Cour Pénale spéciale (CPS) et la Cour Pénale internationale (CPI). Ce travail fait néanmoins face à de nombreux défis et entraves politiques.

- *Montée de la désinformation et des discours de haine*

La montée de la désinformation et des discours de haine en ligne est régulièrement signalée par les partenaires et journalistes présents sur place. Ainsi, un communiqué de presse du Consortium des Journalistes centrafricains pour la lutte contre la désinformation (CJCLD) évoque en juin 2022 « une montée en puissance des messages de haine et attaques verbales très violentes sur les réseaux sociaux à Bangui. En plus des communiqués qui appellent à des actions violentes, des live[s] sont aussi publiés régulièrement sur les réseaux sociaux notamment Facebook, Twitter et WhatsApp. Des leaders politiques également publient des messages qui [...] brillent dans la publication des fausses alertes illustrées par des images hors contexte. Toutes ces publications mensongères, rancunières, haineuses et violentes ne favorisent pas un climat de paix, de tolérance et du vivre-ensemble ». Le gouvernement s'est inquiété de cette problématique et le ministère des Affaires Étrangères a dénoncé ces agissements en juin dernier.

France

- *Elections*

Le contexte sociopolitique français a été majoritairement polarisé par les élections présidentielles et législatives. Des enjeux identitaires ont fait l'objet de nombreux débats précédant le scrutin. Au cours de la campagne, le facteur religieux a servi de levier pour certains candidats. Certains responsables de cultes ont donné des consignes de vote au second tour alors que d'autres se sont montrés moins directifs. Des enquêtes sur la place du facteur confessionnel dans le vote ont enfin été publiées.

- *Immigration*

La question de l'immigration est apparue comme un thème important de la présidentielle, comme l'illustre l'exemple récurrent de la théorie du « Grand remplacement » évoquée par le candidat du parti Reconquête, Eric Zemmour. Cette théorie considérée comme « raciste et complotiste » par des universitaires a été alimentée tout au long de la période par de nombreuses données, pour certaines erronées. Plus largement la thématique de l'immigration a été portée à droite et à l'extrême droite de l'échiquier politique en tant qu'élément central de la campagne.

La question migratoire trouve pour corollaire la question de l'insécurité, qu'illustrent les réactions aux événements de la finale de la Ligue des champions de football. En effet, à la fin du mois de mai 2022, le Stade de France a été le théâtre de violences mêlant supporters, stadiers et forces de l'ordre. Cherchant à établir une responsabilité, de nombreuses vidéos ont été publiées sur les réseaux sociaux, accusant tour à tour les supporters britanniques et des habitants de Seine Saint-Denis. La reprise du sujet par la classe politique a parfois mis en lumière le lien entre l'immigration et la croissance de ces faits d'insécurité dans certaines zones périphériques à la capitale française.

- **Loi confortant les principes de la République**

La *loi confortant les principes de la République* anciennement appelée « loi sur le séparatisme » a aussi connu des avancées dans son application. Les contrôles et fermetures des lieux de culte musulmans ont été défendus par le ministère de l'Intérieur, mais ont pu engendrer des contestations. 22 mosquées sur les 99 contrôlées ont par exemple été fermées en janvier dernier en raison de la promotion d'un islam jugé radical. Toutefois, les méthodes de contrôle et de ciblage sont considérées comme pouvant être répressives. Le cas de la mosquée de Pessac, dont l'interdiction en mars a été suspendue par la suite, incarne cette difficulté du jugement. La lutte contre l'islamisme radical et le djihadisme a également alimenté les débats et polémiques, comme l'illustrent les vives réactions polarisées au reportage de l'émission Zone interdite « Face au danger de l'islam radical » diffusé en janvier dernier. Ce documentaire a été salué par certains pour sa mise en lumière des dérives de l'islam et fustigé par d'autres évoquant une exagération de l'ampleur du phénomène et des risques d'amalgame entre l'islam et l'islamisme.

La question de la compatibilité entre l'islam et les valeurs républicaines s'est aussi traduite par des polémiques concernant le port de signes religieux dans l'espace public. Pour commencer, un amendement à la loi visant à démocratiser le sport, concernant l'interdiction du port du voile islamique dans les compétitions sportives, a suscité des débats au mois de février. Au mois de mars, le recours d'une élève avocate concernant le port de signes religieux a été rejeté par la Cour de cassation. Aux mois de mai et juin, la décision du maire Europe Ecologie Les Verts de Grenoble, Eric Piolle, d'autoriser le port du burkini dans les piscines municipales a été suspendue par la justice et a suscité de nombreuses polémiques. Enfin, la question du port du voile dans l'espace public a aussi fait l'objet de divisions entre les candidats à la présidentielle. Par exemple, la fausse information diffusée par Marine Le Pen concernant l'interdiction du port du voile en Tunisie est venue appuyer sa position sur le sujet, qu'elle a infléchi par la suite.

- *Actes antireligieux*

La croissance du nombre d'actes antireligieux et la gestion de ce phénomène par les autorités a également occupé l'actualité. Une commission parlementaire a été créée pour étudier le sujet et un rapport parlementaire a été publié en mars, témoignant d'une hausse des actes racistes, xénophobes et antireligieux en 2021. Des discours de concurrence entre les religions victimes de ces actes surgissent malgré les difficultés de recensement et de comparaison. En témoignent ainsi les affirmations selon lesquelles la religion chrétienne serait « la plus menacée » ou « de loin la plus attaquée » en France, diffusée par le porte-parole du Rassemblement national Julien Odoul en janvier ou encore par le journaliste Marc Eynaud en mai.

- *Réformes internes*

Pour finir, les institutions catholiques et musulmanes ont également traversé une période de réformes et de troubles internes, marqués pour la religion catholique par des questionnements suscités par le rapport Sauvé sur les abus sexuels dans l'Église catholique, par la crise des vocations et une opposition de plus en plus forte entre les partisans de deux rites différents, ceux dits « tradis » et ceux dits « gauchistes ».

L'islam de France a, quant à lui, connu une transformation dans ses instances représentatives avec l'autodissolution du Conseil Français du culte musulman (CFCM) et la naissance du Forum de l'islam de France (FORIF), plus représentatif et désormais principal interlocuteur de l'État français.

ENVIRONNEMENT NUMÉRIQUE ET MÉDIATIQUE

Dans le cadre de cette étude, cinq médias de vérification de faits ont été choisis en France, trois au Cameroun et cinq en République centrafricaine, permettant de couvrir 1150 articles de vérification pour la France, 33 au Cameroun et 25 en République centrafricaine. Ces nombres représentent 100 % des articles publiés par ces médias sur la période, mais ne constituent pas une couverture exhaustive des actes d'information/désinformation/mésinformation réellement diffusés.

L'écart entre l'échantillon camerounais français et centrafricain s'explique par les différences de moyens financiers dont disposent les journaux de ces trois pays et par l'existence d'autres voies de diffusion de vérification de faits, comme la voie radiophonique ou au sein de la presse papier.

Cameroun

- *Contexte médiatique et numérique*

En 2022, 37 % de la population camerounaise a un accès à Internet (Hootsuite & We Are Social, 2022)²⁵. Environ 15 % des Camerounais utilisent Facebook, 59 % de ces utilisateurs sont des hommes. L'audience de Twitter est faible. Palliant une connectivité relative, les citoyens camerounais ont plutôt recours à des sources d'information traditionnelles, notamment écrites et audiovisuelles²⁶. Le Cameroun a un paysage médiatique riche et il existe un nombre important de radios et de télévisions privées, ainsi que d'organes de presse.

La production des informations par les médias traditionnels reste très encadrée par l'État, ce qui fait que les médias sociaux « jouent un rôle de plus en plus important comme source d'informations relatives aux conflits » (RSF, 2022)²⁷.

- *Médias choisis*

Africa check est une organisation non gouvernementale (ONG) de vérification des informations, créée en Afrique du Sud en 2012. Financée par plusieurs fondations, Africa check a un partenariat avec le groupe Meta dans le cadre de leur programme de vérification des informations.

Data Cameroon est édité par ADISI-Cameroun, organisation de défense des droits humains au Cameroun et partenaire du projet dans le cadre duquel est réalisée cette étude. Data Cameroon est l'unique site d'information camerounais spécialisé dans le datajournalisme, le journalisme d'investigation et la vérification d'informations²⁸.

Stopintox est un site web indépendant fondé en 2019 par Annie Payep-Nlepe consacré à la vérification des informations circulant sur Internet. Il est principalement soutenu par l'Organisation Internationale de la Francophonie²⁹.

²⁵ Hootsuite & We Are Social (2022). *Digital 2022 : Cameroon*. En ligne : <https://datareportal.com/reports/digital-2022-cameroon>.

²⁶ Ngamita R. (2021), *Cartographie du lien entre Désinformation, Coupures d'Internet, Pandémies et Diaspora au Cameroun et en RD Congo*. CIPESA, 31 mai 2021. En ligne : <https://cipesa.org/2021/05/10305/>.

²⁷ RSF (2022). *Pays : Cameroun*. En ligne : <https://rsf.org/fr/pays/cameroun>.

²⁸ Data Cameroon (2022), *A propos de nous*. En ligne : <https://datacameroon.com/a-propos-de-nous/>.

²⁹ Aroun N., *Fact-checking : Voici les étapes pour mener à bien sa vérification*, publié le 13 octobre 2022. En ligne : <https://stopintox.cm/>.

République centrafricaine

- *Contexte médiatique et numérique*

En République centrafricaine, le taux de pénétration d'Internet était de 7 % en 2022 (Hootsuite & We Are Social, 2022)³⁰. 2,6 % de la population utilise Facebook, avec une majorité d'utilisateurs masculins (66 %). L'audience de Twitter est très faible.

En raison de la faible connectivité de la population, les Centrafricains utilisent des médias plus traditionnels. Le média le plus populaire en RCA reste la radio, dont les chaînes sont nombreuses et dont la plus écoutée est Radio Ndeke Luka (RNL)³¹. Cette radio³² fait tourner une rubrique de vérifications de faits (StopAténé).

Les enjeux sécuritaires que connaît la RCA rendent les médias propices aux ingérences des acteurs impliqués. Par exemple, une des radios les plus écoutées de Bangui, Lengo Songo, est devenue un vecteur de la stratégie russe dans sa conquête médiatique³³.

Il est difficile de mesurer l'étendue de la désinformation en raison d'une faible connectivité de la population centrafricaine, qui s'explique par le coût élevé et la mauvaise qualité de la connexion internet (IFRI, 2021)³⁴.

L'expert indépendant des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en RCA reconnaissait ainsi en juillet 2022 une multiplication des discours d'incitation à la haine et à la violence, et de la désinformation³⁵. Bien qu'il existe des initiatives pour renforcer la lutte contre ces diffusions, « les dispositifs de vérifications qui indiqueraient une professionnalisation du milieu journalistique centrafricain sont encore très rares » (IFRI, 2021)³⁶.

³⁰ Kamp S., *Digital 2022: The Central African Republic*, publié sur Datareportal le 15 février 2022. En ligne : <https://datareportal.com/reports/digital-2022-central-african-republic>.

³¹ Jendoubi S. (2021). *Panorama de la presse centrafricaine. Entre pauvreté et politique d'influence*, IFRI, octobre 2019. En ligne : <https://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/panorama-de-presse-centrafricaine-entre-pauvrete-politique-dinfluence>.

³² Cette radio est hébergée par la fondation Hirondelle, financée par l'Union Européenne.

³³ Audinet M. et Hardin B. (2021). *En Centrafrique, la Russie externalise son influence médiatique*, La revue des médias, INA, 13 octobre 2021. En ligne : <https://larevuedesmedias.ina.fr/republique-centrafricaine-russie-sous-traitance-influence-information-radio-lengo-songo>.

³⁴ Jendoubi S. *Les réseaux sociaux centrafricains à l'aube des élections*, IFRI, mars 2021. En ligne : https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/jendoubi_reseaux_sociaux_rca_2021.pdf.

³⁵ ONU (2022). *RCA : Un expert de l'ONU alarmé par la prolifération des fausses informations*, 6 juillet 2022. En ligne : <https://www.un-geneva.org/fr/news-media/news/2022/07/rca-un-expert-de-lonu-alarme-par-la-proliferation-des-fausses-informations>.

³⁶ Jendoubi, S. (2021). *Les réseaux sociaux centrafricains à l'aube des élections*, IFRI, mars 2021. En ligne : https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/jendoubi_reseaux_sociaux_rca_2021.pdf.

- **Médias choisis**

StopAténé est une rubrique de vérifications de faits hébergée par le média centrafricain **Radio Ndeke Luka**³⁷, principalement financée par un fonds de l'Union Européenne et la Confédération Suisse³⁸.

Association des Fact-checkers centrafricains (AFC) est une association dédiée à la lutte contre la désinformation³⁹.

Oubangui Check est la rubrique du média Oubangui médias qui publie des articles d'actualité et vérifie principalement des informations diffusées sur Facebook et Twitter⁴⁰.

ANTI-INFOX RCA est un média dédié à la vérification des informations en RCA inactif depuis février 2022 et le décès de son rédacteur en chef Jean Saint-Clair Maka Gbossokotto⁴¹.

Congo Check est un média dédié à la vérification des informations de faits en Afrique⁴². Congo check a un partenariat avec le groupe Meta dans le cadre de leur programme de vérification des informations sur la RCA.

France

- **Contexte médiatique et numérique**

En France, 93 % des ménages ont un accès à Internet (INSEE, 2022)⁴³, bien que celui-ci diffère selon l'âge. Ainsi, près de 60 % des Français de plus de 60 ans affirment n'avoir jamais utilisé Internet (INSEE, 2019)⁴⁴. Par ailleurs, une grande proportion de la population utilise les réseaux sociaux. Les plateformes du groupe Meta sont les plus utilisées, en particulier Facebook pour 73 % des Français et WhatsApp pour 56 % des Français (We are social & Hootsuite, 2022)⁴⁵.

³⁷ RSF (2022), Pays : République Centrafricain. En ligne : <https://rsf.org/fr/pays/r%C3%A9publique-centrafricaine>.

³⁸ Fondation Hironnelle, Radio Ndeke Luka, Page d'accueil, 2022. En ligne : <https://www.radiondekeluka.org/stopatene.html>.

³⁹ Facebook, Factchecking-AFC (2022). En ligne : https://m.facebook.com/pro-file.php?id=100067878132687&eav=AfYnvslips600cnXCi-g6ijYPNH9cldGFXrT-1ezpmioD8cSAPzn6RriAU54xsA2hDY&paipv=0&_rdr.

⁴⁰ Oubangui Médias, Catégorie : Oubangui Check. En ligne : <https://oubanguimédias.com/category/national/oubangui-check/>.

⁴¹ Anti Infox RCA, Tuez les Infox ! Hebdomadaire critique d'informations et d'analyses. En ligne : <https://antininfox.rca.wordpress.com/>.

⁴² Congo Check, Catégorie : A propos. En ligne : <https://congocheck.net/a-propos/>.

⁴³ INSEE (2022). Accès et utilisation de l'internet dans l'Union européenne : Données annuelles de 2003 à 2021. INSEE. En ligne : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2385835#:~:text=Croatie%20Gr%C3%A8ce%20Bulgarie-1,de%2016%20C3%A0%2074%20ans>.

⁴⁴ Baert X., Raimbaud B. (2019), L'usage d'Internet varie fortement selon

l'âge et le niveau d'études, INSEE Analyses Martinique n° 37, juin 2019. En ligne : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4175675#:~:text=Pr%C3%A8s%20de%2060%20%25%20des%20seniors,17%20%25%20d'entre%20eux>.

⁴⁵ Hootsuite & We Are Social (2022). Digital 2022 : Global overview report. Slideshare. En ligne : <https://www.slideshare.net/DataReport/digital-2022-global-overview-report-january-2022-v05>.

En France, les 25-49 ans représentent quasiment la moitié des utilisateurs de Facebook⁴⁶. L'utilisation de Facebook est paritaire au niveau du genre, mais délaissée par les plus jeunes qui lui préfèrent Snapchat et Instagram. Twitter est utilisé par 24 % des Français (Harris Interactive, 2020), dont la majorité (67 %) sont des hommes⁴⁷.

De fait, les Français sont très majoritairement connectés et accèdent à des sources d'information en ligne, tout en ayant également recours aux médias traditionnels (presse écrite, télévision, radio).

- **Médias choisis**

Checknews est une rubrique de vérification de faits du journal Libération, créée en 2017 pour remplacer le service Désintox⁴⁸. L'édition de cette rubrique s'aligne sur les demandes des internautes. Libération appartient à Presse Indépendante SAS, financée par un fonds de dotation pour une presse indépendante. CheckNews a collaboré avec le groupe Meta de 2017 à 2021 dans le cadre de leur programme de vérification des faits.

AFP Factuel est un service dédié à la vérification de faits, créé après la participation de l'AFP à un projet collaboratif de vérification de faits en 2017, appelé CrossCheck⁴⁹. La rubrique vérifie des informations virales diffusées sur Internet, les réseaux sociaux, les médias et les déclarations. AFP Factuel collabore depuis 2017 avec le groupe Meta dans le cadre de leur programme de vérification des faits. Il est donc financé en partie par le groupe Meta, ainsi que par l'État français (sous forme d'abonnements principalement).

La rubrique **Fake Off** de 20 Minutes a été créée en 2017⁵⁰. Financé principalement par la publicité, Fake Off collabore avec le groupe Meta dans le cadre de leur programme de vérification des faits.

Vrai Ou Fake est la plateforme de vérification des faits rassemblant des contenus produits par Arte, l'Institut national de l'audiovisuel, France Médias Monde, France Télévisions, Radio France et TV5 MONDE. Ils s'intéressent principalement aux informations diffusées par les responsables publics et politiques.

⁴⁶ SopriSM (2021). A comparison of active members on Instagram and Facebook in different markets. SOPRISM. En ligne : <https://resources.soprism.com/en/instagram/vs/facebook/2021>.

⁴⁷ Étude Harris Interactive - internautes français âgés de 15 et plus. Social Life 2019 et Social Life 2020 avec l'EBG appliqué aux 53 millions d'internautes.

⁴⁸ Libération, catégorie : Check News, sur le site de Libération. En ligne : <https://www.liberation.fr/checknews-about/>.

⁴⁹ CrossCheck, page d'accueil. En ligne : <https://crosscheck.firstdraftnews.org/france-en/>.

⁵⁰ AFP, catégorie : A propos, sur le site de l'AFP. En ligne : <https://factuel.afp.com/propos>.

Les Décodeurs est le service de vérification des faits du journal Le Monde. Créé en 2014, le service a donné lieu en 2017 au Decodex, un moteur de recherche qui permet de vérifier la fiabilité des sites web. La rubrique collabore avec le groupe Meta dans le cadre de son programme de vérification des informations.

Ces médias font partie du Réseau International de Fact-Checking (IFCN)⁵¹. Le paysage médiatique français accueille également d'autres rubriques de vérification des faits, comme Les Observateurs de France 24. Cette étude se concentre sur un échantillon représentatif de 5 sites, dont 3 collaborent avec le groupe Meta su

⁵¹ Le Réseau International de Fact-Checking (IFCN) de Poynter a été lancé en 2015 pour rassembler la communauté croissante des fact-checkers du monde entier et les défenseurs de l'information factuelle dans la lutte mondiale contre la désinformation.

LÉGISLATIONS

Cameroun

Le Cameroun ne dispose actuellement d'aucune loi relative uniquement à la désinformation. Cependant, il existe deux lois incluant des dispositions pour lutter contre la désinformation : la loi N°2010/012 du 21 décembre 2010 sur la cybersécurité et la cybercriminalité au Cameroun et la loi N°2016/007 du 12 juillet 2016 sur le Code pénal (Lexota, 2022)⁵².

Cependant, ces lois font partie d'un panel de lois qui soulèvent des préoccupations du point de vue des droits de l'homme. La définition de leur champ d'application est peu précise, menant selon RSF à des abus de la part des autorités qui cherchent à réduire la liberté d'expression au nom de la protection de l'unité nationale (RSF, 2022)⁵³. Par exemple, le correspondant de RFI avait été emprisonné pendant plus de deux ans par les autorités au nom de la loi antiterroriste de 2014.

Ces lois prévoient également des sanctions dont la sévérité pourrait être disproportionnée et avoir un effet dissuasif sur la liberté d'expression (Lexota, 2022)⁵⁴. Le Conseil National de Communication (CNC) s'appuie sur la loi n° 2015/007 du 20 avril 2015 incluant des dispositions contre l'incitation à la haine et a par exemple été accusé par Reporters Sans Frontières de comportement arbitraire et injustifié⁵⁵ en raison de la suspension d'un programme de télévision populaire en 2022.

République centrafricaine

La République centrafricaine ne dispose actuellement d'aucune loi relative uniquement à la désinformation. Toutefois, la loi n° 20.027 sur la liberté de communication en République centrafricaine prévoit des dispositions pour lutter contre la désinformation.

Cependant, cette loi soulève des préoccupations du point de vue des droits de l'homme. Son champ d'application n'est pas précisément défini, ce qui signifie que les interprétations des autorités peuvent être restrictives pour la liberté d'expression. Elle est également assortie de sanctions dont la sévérité est potentiellement disproportionnée (Lexota, 2022)⁵⁶.

⁵² LEXOTA, Cameroon, sur le site Lexota. En ligne : <https://lexota.org/country/cameroon/>.

⁵³ RSF (2022). Pays : Cameroun. En ligne : <https://rsf.org/fr/pays/cameroun>.

⁵⁴ LEXOTA, Cameroon, sur le site Lexota. En ligne : <https://lexota.org/country/cameroon/>.

⁵⁵ RSF (2022). Cameroon : two journalists and Equinox tv programme suspended. RSF. En ligne : <https://rsf.org/en/cameroon-two-journalists-and-equinox-tv-programme-suspended>.

⁵⁶ LEXOTA, Central African Republic. Sur le site de Lexota. En ligne : <https://lexota.org/country/central-african-republic/>.

France

En France, il existe une loi spécifique à la lutte contre la désinformation, la *Loi n° 2018-1202 du 22 décembre 2018 relative à la lutte contre la manipulation de l'information*, communément appelée la Loi contre la manipulation de l'information⁵⁷. Elle encadre la diffusion de contenus sur les plateformes numériques et les réseaux sociaux. La loi précise notamment la lutte contre la désinformation en période électorale, par l'obligation de transparence de plateformes sur les contenus sponsorisés. Son application a été précisée par le Conseil constitutionnel, notamment dans l'utilisation des définitions contenues dans la loi⁵⁸.

Cette loi complète la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse qui prévoit une amende de 45 000 euros pour la « publication, la diffusion ou la reproduction, par quelque moyen que ce soit, de fausses nouvelles, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers lorsque, faite de mauvaise foi, elle aura troublé l'ordre public ou aura été susceptible de le troubler ».

⁵⁷ Loi n° 2018-1202 du 22 décembre 2018 relative à la lutte contre la manipulation de l'information. En ligne : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000037847559#:~:text=%2DLe%20Conseil%20sup%C3%A9rieur%20de%20l%20de%20la%20pr%C3%A9sente%20loi>.

⁵⁸ Le Figaro (2018), Le Conseil Constitutionnel valide les lois anti fake-news, 20 décembre 2018. En ligne : <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2018/12/20/97001-20181220FILWWW00317-le-conseil-constitutionnel-valide-les-lois-anti-fake-news.php>.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Cameroun

- Sites de vérification de faits

Tableau 1 : Nombre de publications par médias par mois – Cameroun

	Africa check	Data Cameroon	Stop intox	Total général
janvier	2	5		7
février	1	3	1	5
mars		5		5
avril	1	2		3
mai		6		6
juin		6	1	7
Total général	4	27	2	33

Les trois sites de vérification de faits sélectionnés pour cette étude ont ensemble émis 33 articles de vérification de faits sur la période du 1er janvier au 30 juin 2022. Africa check a publié 4 articles, Data Cameroon a fait paraître 27 articles et Stop intox, 2.

La majorité des articles (7) ont été publiés au mois de janvier bien que la fréquence des publications reste relativement constante tout au long de la période, durant laquelle le site DataCameroon a publié le plus grand nombre d'articles (27).

- Thématiques abordées

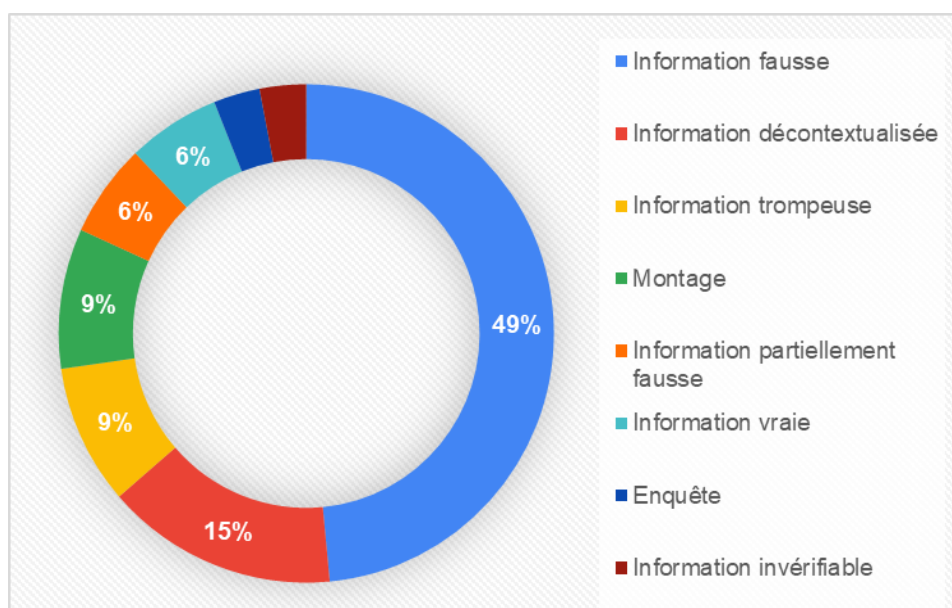
	Africa check	Data Cameroon	Stop intox	Total général
Sport	100%	30%	100%	42,4%
Société	0%	33,3%	0%	27,3%
Pluralisme	0%	22%	0%	18,2%
Politique	0%	7,4%	0%	6,1%
Economie	0%	3,7%	0%	3,0%
Santé	0%	3,7%	0%	3,0%
Total général	100%	100%	100%	100%

Tableau 2 : Thématiques par médias – Cameroun

Les articles publiés durant ce premier semestre concernent 6 thématiques. Le sport est la thématique la plus récurrente (42,4 %) et après, viennent la société (27,3 %) et le pluralisme (18,2 %). La première statistique mentionnée s'explique par l'actualité camerounaise, fortement monopolisée par l'accueil de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) au Cameroun début 2022. La statistique liée aux éléments de société ne peut être analysée au prisme d'une actualité particulière.

DataCameroon est le seul média de vérification de faits à avoir publié des articles en lien avec le pluralisme culturel et religieux. Ces articles ont été écrits dans le cadre du projet à l'origine de la production de ce rapport.

• Les types d'informations



Graphique 1 : Répartition des types d'informations traitées – Cameroun

Les articles publiés au cours du premier semestre révèlent que les informations vérifiées sont en majorité des fausses informations (48,5%), des informations décontextualisées (15,2%) et des montages (9,1%). Seulement 6,1% des articles contiennent de vraies informations. Il est à noter que les enquêtes ne sont pas une méthode privilégiée par les médias de vérification camerounais, contrairement aux médias français.

	Africa check	Data Cameroon	Stop intox	Total général
Information fausse	25%	51,9%	50%	48,5%
Information décontextualisée	50%	7,4%	50%	15,2%
Information trompeuse	0%	11,1%	0%	9,1%
Montage	25%	7,4%	0%	9,1%
Information partiellement fausse	0%	7,4%	0%	6,1%
Information vraie	0%	7,4%	0%	6,1%
Enquête	0%	3,7%	0%	3,0%
Information invérifiable	0%	3,7%	0%	3,0%
Total général	100%	100%	100%	100%

Tableau 3 : Types d'informations par médias - Cameroun

On remarque que Data Cameroon traite en plus grande proportion des informations fausses par rapport aux deux autres médias.

- Formes des informations

	Africa check	Data Cameroon	Stop intox	Total général
Photo	50%	59,3%	50%	57,6%
Visuel	0%	18,5%	0%	15,2%
Texte	0%	11,1%	50%	12,1%
Vidéo	50%	7,4%	0%	12,1%
Lien externe	0%	3,7%	0%	3,0%
Total général	100%	100%	100%	100%

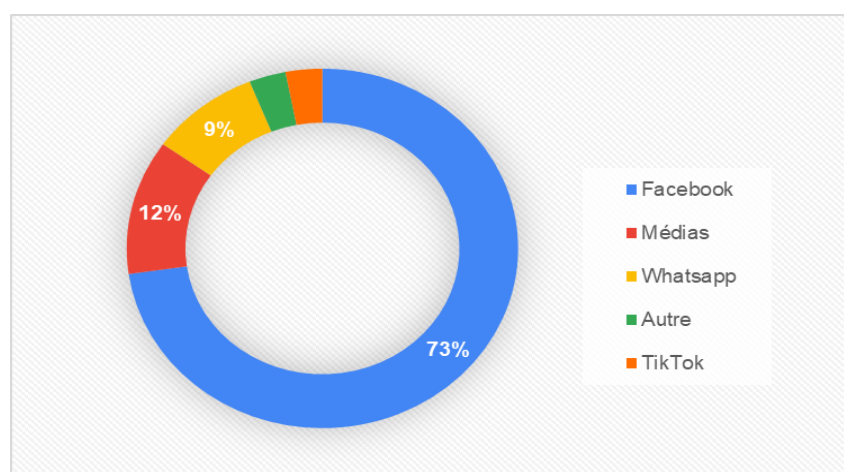
Tableau 4 : Formes des informations traitées par médias - Cameroun

La majorité des informations vérifiées au cours de la période ont été divulguées sous forme de photos (57,6%), de visuels (15,2%), de vidéos (12,1%) et de textes (12,1%).

- Sources des informations

	Africa check	Data Cameroon	Stop intox	Total général
Facebook	100%	66,7%	100%	72,7%
Médias	0%	14,8%	0%	12,1%
Whatsapp	0%	11,1%	0%	9,1%
Autre	0%	3,7%	0%	3,0%
TikTok	0%	3,7%	0%	3,0%
Total général	100%	100%	100%	100%

Titre 5 : Sources des informations traitées par médias - Cameroun



Graphique 2 : Répartitions des sources d'informations traitées par médias - Cameroun

Il ressort de ce tableau que la plupart des informations qui sont vérifiées sont en majorité divulguées sur Facebook (73%), les médias (12,1%) et WhatsApp (9%). D'autres informations tirent leurs origines de Tiktok, Twitter et autres.

	Enquête	Information décontextualisée	Information fausse	Information invérifiable	Information partiellement fausse	Information trompeuse	Information vraie	Montage	Total général
Facebook	100%	80,0%	75,0%		100%	33,3%	100%	67%	72,7%
Médias		20,0%	12,5%			33,3%			12,1%
Whatsapp			12,5%			33,3%			9,1%
Autre				100%					3,0%
TikTok								33%	3,0%
Total général	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau 6 : Sources des types d'informations traitées - Cameroun

On observe ici que la plus grande proportion d'informations fausses traitées et d'informations décontextualisées provient de Facebook.

- Autres sources

	Total général
Aucun	87,9%
Facebook	6,1%
Médias	3,0%
Réseaux sociaux	3,0%
Total général	100%

Tableau 7 : Autres sources et relais des sources d'information - Cameroun

En étudiant les autres sources mentionnées par les médias de vérification de faits, c'est-à-dire les relais des sources d'informations, on constate que pour seulement 18,1% des informations, une deuxième source est citée comme reprenant la même information. Parmi elles, Facebook (6,1%) est la source secondaire la plus mentionnée.

Au Cameroun, 15 % de la population utilise Facebook (Hootsuite & We Are Social, 2022)⁵⁹ tandis que l'utilisation d'autres réseaux sociaux (dont Twitter) est faible. Ceci explique la prépondérance des informations provenant de Facebook traitées par les articles étudiés. Parallèlement, 11 % des informations traitées dans cette étude proviennent de WhatsApp.

⁵⁹ Hootsuite & We Are Social (2022). Digital 2022: Cameroon. Datareportal. En ligne : <https://datareportal.com/reports/digital-2022-cameroon>.

En revanche, aucune information provenant des applications de messagerie locales n'est rapportée, alors que celles-ci connaissent un essor dans le pays⁶⁰. La propagation des rumeurs orales est également peu discutée par les médias de vérification.

Synthèse

- Les thématiques les plus abordées par les médias de vérification de faits sont le sport, ce qui s'explique par le contexte de la Coupe d'Afrique des Nations. Viennent ensuite les questions de société.
- Les médias de vérification concluent principalement à des informations « totalement » fausses.
- Les formes des informations les plus vérifiées ont été divulguées sous forme de photos.
- Les informations traitées proviennent en très grande majorité de Facebook.

République Centrafricaine (RCA)

• Sites de fact checking

	AFC	ANTI INFOX RCA	Congo Check	Oubangui Check	StopAténé	Total général
janvier	5	1	1	2		9
février	3		1			4
mars	3			1		4
avril	4					4
mai	1					1
juin					3	3
Total général	16	1	2	3	3	25

Tableau 8 : Nombre de publications par médias par mois - RCA

Les 5 sites de vérification de faits sélectionnés pour cette étude ont ensemble émis 23 articles de vérification de faits sur la période du 1er janvier au 30 juin 2022. AFC a publié 16 articles, Oubangui Check 3, StopAténé 3, Congo Check 2 et Anti Infox RCA 1.

Les articles (9) ont été publiés en majorité au mois de janvier bien que les variations de la fréquence des publications restent relativement négligeables tout au long de la période, durant laquelle le site AFC a publié le plus grand nombre d'articles (16). Cela correspond à la période pendant laquelle la RCA a été marquée par une actualité militaire et sécuritaire intense.

⁶⁰ Afrimag (2021), *Au Cameroun, des alternatives crédibles à Whatsapp séduisent les utilisateurs*, article du 18 mars 2021. En ligne : <https://afrimag.net/cameroun-alternatives-credibles-whatsapp-seduisent/>.

Thématiques abordées

	AFC	ANTI INFOX RCA	Congo Check	Oubangui Check	StopAtené	Total général
Santé	50%			33,3%	33,3%	40%
Politique	25%		100%	33,3%		28%
Economie	18,8%			33,3%	33,3%	20%
Pluralisme	6,3%					4%
Société		100%				4%
Sport					33,3%	4%
Total général	100%	100%	100%	100%	100%	100%

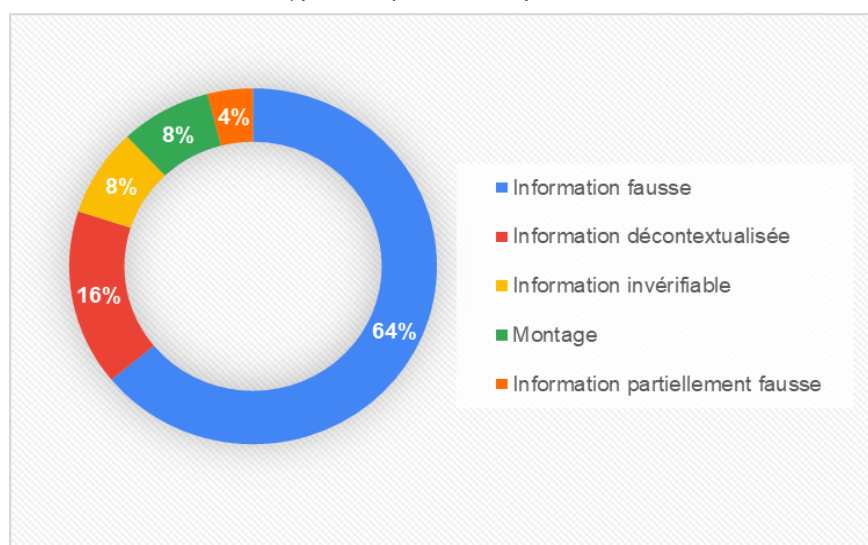
Tableau 9 : Thématiques par médias – RCA

Les articles publiés durant ce premier semestre concernent six thématiques. La santé est la thématique la plus abordée (40 %) suivie de la politique et l'économie (respectivement 28 % et 20 %), le pluralisme, la société et le sport (chacun représentant 4 %). Sur la santé, les articles étudiés traitent du SIDA/VIH⁶¹ et de la Covid-19. L'instabilité économique et politico-militaire que connaît la RCA vient également nourrir les débats publics et fait l'objet d'articles de vérification.

Types d'informations

	AFC	ANTI INFOX RCA	Congo Check	Oubangui Check	StopAtené	Total général
Information fausse	56%		50%	100%	100%	64%
Information décontextualisée	19%	100%				16%
Information invérifiable	6,3%		50%			8%
Montage	13%					8%
Information partiellement fausse	6,3%					4%
Total général	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau 10 : Types d'informations par médias - RCA



Graphique 3 : Répartition des types d'informations traitées – RCA

⁶¹ MSF (2020). Le VIH en République centrafricaine : une situation plus qu'alarmante, Médecins Sans Frontières, paru le 1er décembre 2020. En ligne : <https://www.msf-azg.be/fr/news/le-vih-en-r%C3%A9publique-centrafricaine-une-situation-plus-qualarmante>.

Les articles publiés au cours du premier semestre révèlent que les informations vérifiées sont en majorité des fausses informations (64 %), des informations décontextualisées (16 %), des informations invérifiables (8 %) et des montages (8 %). Seulement 4 % des articles contiennent des informations invérifiables ou partiellement fausses.

• Formes des informations

	AFC	ANTI INFOX RCA	Congo Check	Oubangui Check	StopAtené	Total général
Photo	38%	100%		33,3%	33,3%	36%
Texte	31%		50%	33,3%	66,7%	36%
Rumeur	18,8%					12%
Vidéo	13%					8%
Discours			50%			4%
Visuel				33,3%		4%
Total général	100%	100%	100%	100%	100%	100%

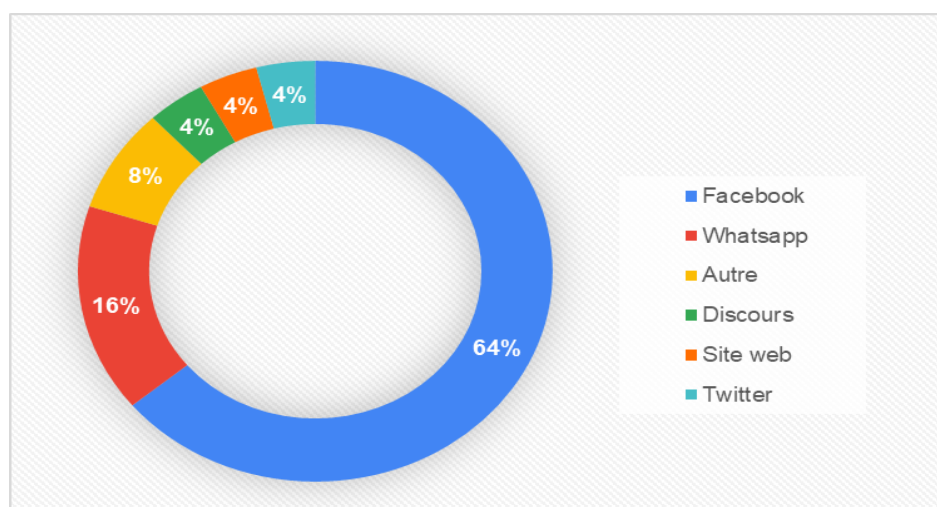
Tableau 11 : Formes des informations traitées par médias - Cameroun

L'étude montre que la majorité des informations qui ont été vérifiées au cours de la période sont divulguées sous forme de photos (36 %), de textes (36 %), de rumeurs (12 %) et de vidéos (8 %).

• Sources des informations

	AFC	ANTI INFOX RCA	Congo Check	Oubangui Check	StopAtené	Total général
Facebook	68,8%	100%		100,0%	33,3%	64%
Whatsapp	12,5%				66,7%	16%
Autre	13%					8%
Discours			50%			4%
Site web			50%			4%
Twitter	6%					4%
Total général	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau 12 : Sources des informations traitées par médias - RCA



Graphique 4 : Répartitions des sources d'informations traitées par médias - RCA

Il ressort de ce tableau que la plupart des informations qui sont vérifiées sont en majorité originaires de Facebook (64 %) et de WhatsApp (16 %). 8% des informations traitées n'ont pas d'origine catégorisable dans le cadre de notre étude. Ce pourcentage couvre partiellement les rumeurs orales.

	Information décontextualisée	Information fausse	Information invérifiable	Information partiellement fausse	Montage	Total général
Facebook	75%	63%	50%	100%	50%	64%
Whatsapp		19%			50%	16%
Autre		13%				8%
Discours			50%			4%
Site web		6%				4%
Twitter	25,0%					4%
Total général	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau 13 : Origine des informations traitées par type d'informations - RCA

La grande majorité de la désinformation traitée provient de fausses informations.

- **Autres sources**

	AFC	ANTI INFOX RCA	Congo Check	Oubangui Check	StopAtené	Total général
Aucun	88%	100%		67%	67%	76%
Whatsapp	12,5%			33,3%	33,3%	16%
Facebook			50%			4%
Réseaux sociaux			50%			4%
Total général	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau 14 : Autres sources et relais des sources d'information – RCA

L'étude des autres sources mentionnées par les médias de vérification de faits démontre que pour 16 % des informations, WhatsApp est mentionné comme reprenant la même information.

Synthèse

- Les thématiques les plus abordées par les médias de vérification de faits sont la santé, la politique et l'économie.
- Les médias de vérification concluent principalement à des informations « totalement » fausses.
- Les formes des informations les plus vérifiées ont été divulguées sous forme de photos ou de publications.
- Les informations traitées proviennent en très grande majorité de Facebook.
- WhatsApp est majoritairement cité comme deuxième source de l'information vérifiée

France

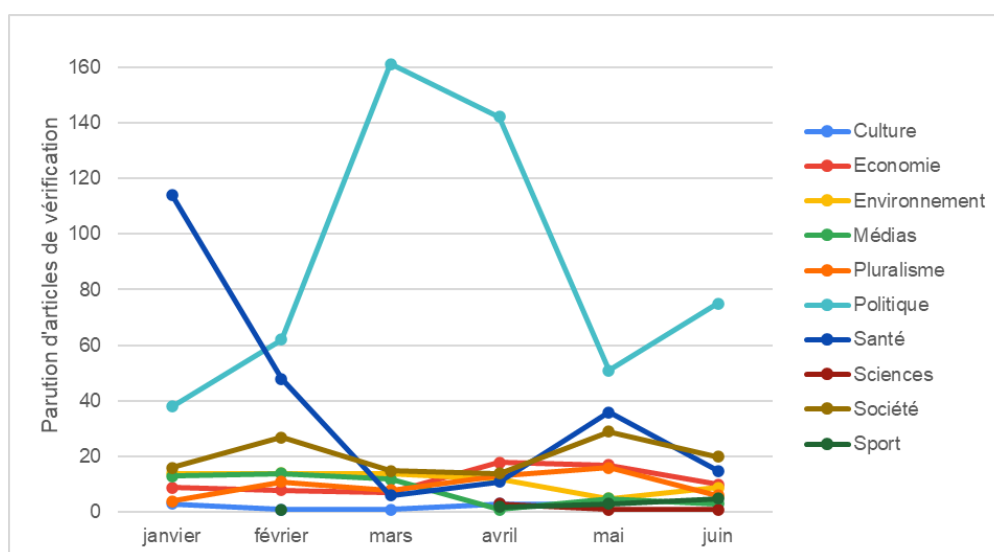
- Sites de fact-checking et nombre d'articles par mois

	AFP Factuel	Checknews	Fake Off	Les Décodeurs	Vrai ou Fake	Total général
janvier	25	86	33	7	60	211
février	37	72	28	8	41	186
mars	37	86	37	14	50	224
avril	17	115	36	14	37	219
mai	13	78	34	3	38	166
juin		80	35	7	22	144
Total général	129	517	203	53	248	1150

Tableau 15 : Nombre de publications par médias par mois – France

Les 5 sites de vérification de faits sélectionnés pour cette étude ont ensemble émis 1150 articles de vérification de faits sur la période du 1er janvier au 30 juin 2022. Checknews a publié 517 articles, Vrai Ou Fake a fait paraître 248 articles et Fake Off, 223.

L'activité des vérificateurs s'est principalement concentrée sur les mois de mars (224), avril (219) et janvier (208). Ces chiffres peuvent s'expliquer par le contexte, notamment la tenue des élections présidentielles, la guerre russo-ukrainienne, ainsi que la reprise de l'épidémie de la Covid-19.



Graphique 5 : Évolution des thématiques de vérifications par mois – France

L'analyse des thématiques traitées valide cette hypothèse. Une majorité des articles (54%) parus au mois de janvier concernaient la santé lorsque la crise du Covid 19 était au plus haut de l'année, tandis que plus de 60 % des articles parus respectivement aux mois de mars (71%) et d'avril (60%) concernaient la politique, soit pendant la campagne électorale.

• Thématiques abordées

	AFP Factuel	Checknews	Fake Off	Les Décodeurs	Vrai ou Fake	Total général
Politique	40,3%	51,5%	41,9%	62,3%	37,5%	46,0%
Santé	30,2%	19,1%	17,7%	13,2%	19,8%	20,0%
Société	12,4%	9,1%	12,8%	7,5%	11,3%	10,5%
Economie	4,7%	5,4%	7,9%	7,5%	6,0%	6,0%
Environnement	4,7%	4,8%	5,9%	0,0%	10,1%	5,9%
Pluralisme	7,0%	3,9%	4,4%	5,7%	6,9%	5,0%
Médias	0,0%	3,9%	5,9%	1,9%	6,0%	4,2%
Culture	0,0%	1,2%	1,0%	1,9%	0,8%	1,0%
Sport	0,0%	1,2%	1,0%	0,0%	1,2%	1,0%
Sciences	0,8%	0,0%	1,5%	0,0%	0,4%	0,4%
Total général	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau 16 : Thématiques par médias - France

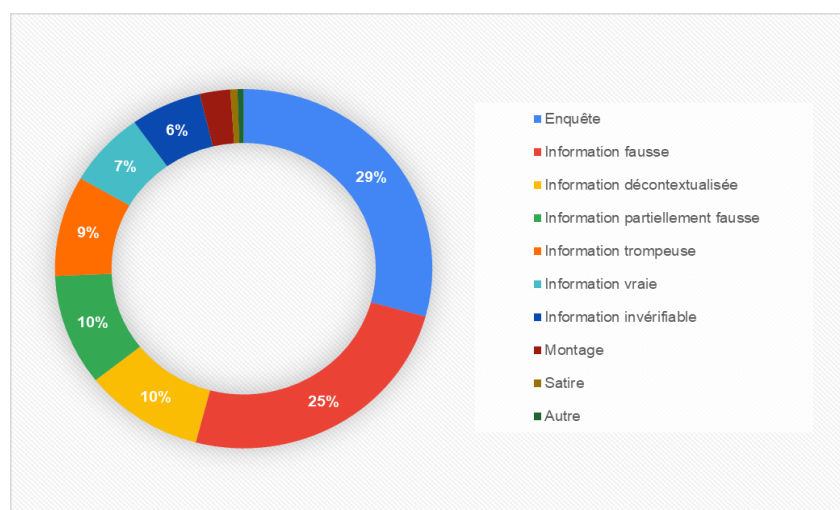
Les thématiques les plus abordées par les médias de vérification de faits sont la politique (46%), la santé (20%), la société (10,5%), l'économie (6%), l'environnement (5,9%) et le pluralisme culturel et religieux (5%).

Si cette répartition des thématiques correspond à leur place prise dans l'actualité, la faible proportion des vérifications en lien avec les questions identitaires culturelles ou religieuses pose question au vu de la prépondérance des thématiques de l'immigration et de la religion dans le débat public durant les campagnes électorales⁶². Ces sujets composaient également les préoccupations les plus importantes de français en amont des élections (Institut de l'Économie Positive, BVA & Cenor group, 2022)⁶³. Cette faible représentativité ne manque pas d'interroger alors que la propagation de fausses informations liées à ces thématiques peut avoir d'importantes conséquences sur la société, comme l'assassinat de Samuel Paty l'a montré à l'automne 2020.

⁶² Le Gal T. (2022), *Présidentielle 2022 : Pourquoi l'immigration s'impose comme le sujet de ce début de campagne*, 20 minutes, paru le 6 octobre 2021. En ligne : <https://www.20minutes.fr/politique/3141723-20211006-presidentielle-2022-pourquoi-immigration-impose-comme-sujet-debut-campagne>.

⁶³ Institut de l'Économie Positive, BVA & Cenor group (2021). *Préoccupations des Français : Priorités et attentes à l'aube de l'élection présidentielle. Rapport de résultats*. En ligne : https://www.institut-economiepositive.com/wp-content/uploads/2022/01/sondage_preoccupations-des-francais-presidentielle-2022.pdf.

Types d'informations



Graphique 6 : Répartition des types d'informations traitées - France

La plupart des informations traitées relèvent d'enquêtes (29,3 %) et de fausses informations (24,3%). Les médias de vérification concluent également souvent à des informations décontextualisées (10,3 %), partiellement fausses (10 %) ou trompeuses (9 %). Les conclusions des articles de vérification étudiés valident la vérification de 6,8 % seulement de toutes les informations traitées. Les montages et les satires ne sont discutés que de façon ponctuelle (2,6 et 0,6%).

	AFP Factuel	Checknews	Fake Off	Les Décodeurs	Vrai ou Fake	Total général
Enquête	3,9%	48,0%	19,2%	17,0%	14,5%	29,3%
Information fausse	41,9%	14,9%	27,6%	28,3%	33,5%	24,8%
Information décontextualisée	17,1%	9,3%	9,9%	13,2%	8,5%	10,3%
Information partiellement fausse	11,6%	5,4%	14,8%	9,4%	14,9%	10,0%
Information trompeuse	14,7%	5,8%	9,4%	18,9%	10,5%	9,0%
Information vraie	0,0%	9,7%	6,4%	3,8%	5,2%	6,8%
Information invérifiable	5,4%	4,4%	8,4%	1,9%	8,9%	6,1%
Montage	3,9%	1,5%	3,0%	7,5%	2,8%	2,6%
Satire	1,6%	0,2%	0,5%	0,0%	1,2%	0,6%
Autre	0,0%	0,8%	1,0%	0,0%	0,0%	0,5%
Total général	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau 17 : Types d'informations par médias - France

Il est à noter que la majeure partie des articles de type enquête est réalisée par *Checknews*, dont la ligne éditoriale s'appuie principalement sur des questions d'internautes ou vise à éclaircir des sujets sans y identifier de la désinformation. Pour les quatre autres médias de vérification étudiés, les articles concluant à une information fausse sont majoritaires.

• Formes des informations

	AFP Factuel	Checknews	Fake Off	Les Décodeurs	Vrai ou Fake	Total général
Discours	19,4%	16,1%	26,1%	37,7%	29,4%	22,1%
Données	17,1%	19,5%	10,3%	18,9%	24,6%	18,7%
Texte	23,3%	14,3%	27,1%	13,2%	13,3%	17,3%
Vidéo	18,6%	10,8%	11,8%	11,3%	11,3%	12,0%
Autre	0,0%	21,7%	2,5%	1,9%	3,2%	11,0%
Photo	11,6%	6,0%	13,8%	11,3%	10,5%	9,2%
Visuel	5,4%	3,3%	3,4%	0,0%	2,4%	3,2%
Lien externe	3,9%	1,2%	3,9%	1,9%	3,6%	2,5%
Rumeur	0,0%	3,5%	0,5%	1,9%	1,2%	2,0%
Loi	0,8%	1,0%	0,5%	0,0%	0,4%	0,7%
Compte	0,0%	1,2%	0,0%	1,9%	0,0%	0,6%
Rapport	0,0%	0,8%	0,0%	0,0%	0,0%	0,3%
Document	0,0%	0,6%	0,0%	0,0%	0,0%	0,3%
Livre	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%
Total général	100%	100%	100%	100%	100%	100%

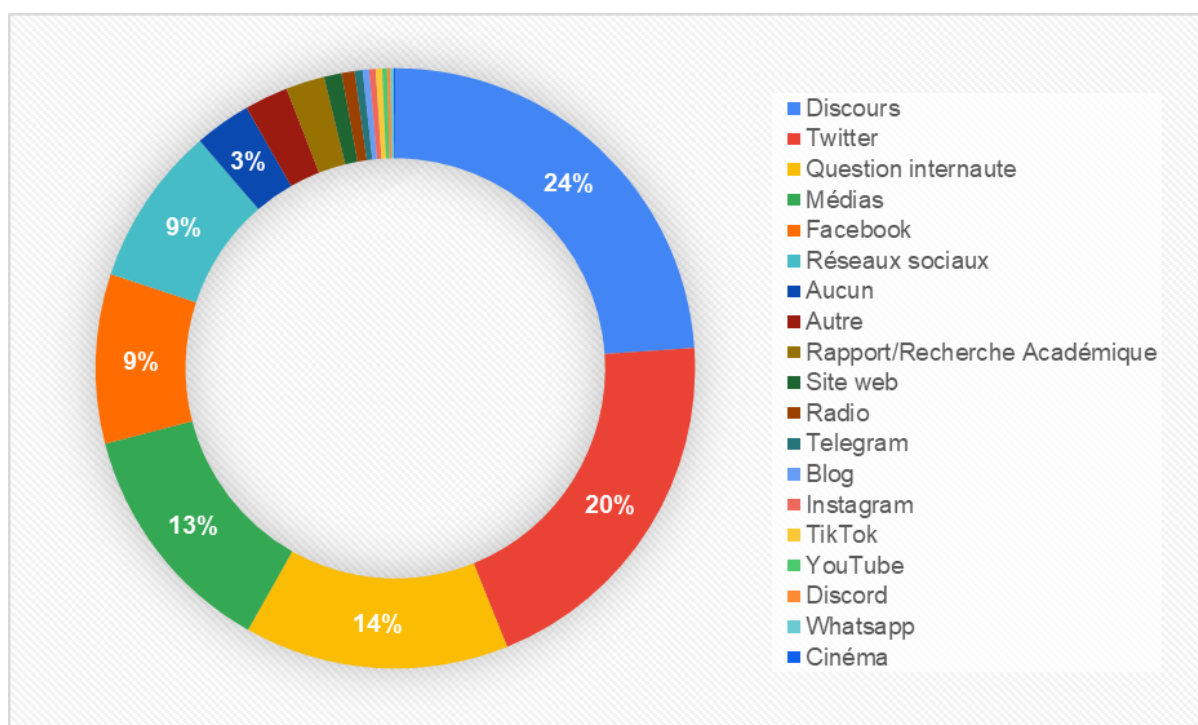
Tableau 18 : Formes des informations traitées par médias - France

Concernant leur forme, les informations les plus vérifiées proviennent de discours (22,1 %), de données (18,7 %) et de textes (17,3 %). Ces chiffres témoignent de la grande part donnée à l'analyse de déclarations émises par des personnalités publiques - principalement politiques. Cette statistique concorde avec la fonction classique de la « vérification de faits » et peut être expliquée par le contexte des élections présidentielles et législatives sur le premier semestre 2022.

• Sources des informations

	AFP Factuel	Checknews	Fake Off	Les Décodeurs	Vrai ou Fake	Total général
Discours	19,4%	16,2%	23,2%	41,5%	39,1%	23,9%
Twitter	18,6%	19,3%	22,7%	15,1%	21,0%	20,0%
Question internaute	0,0%	29,2%	3,9%	0,0%	2,0%	14,3%
Médias	10,1%	13,5%	10,8%	11,3%	14,5%	12,8%
Facebook	25,6%	0,4%	23,6%	5,7%	7,7%	9,1%
Réseaux sociaux	17,8%	7,4%	5,9%	13,2%	7,7%	8,6%
Aucun	0,8%	4,8%	1,0%	1,9%	2,4%	3,0%
Autre	1,6%	2,5%	3,4%	5,7%	0,8%	2,3%
Rapport/Recherche Académique	0,8%	3,7%	0,5%	0,0%	1,2%	2,1%
Site web	1,6%	1,2%	0,5%	1,9%	0,4%	1,0%
Radio	1,6%	0,2%	0,5%	1,9%	1,2%	0,7%
Telegram	0,0%	0,6%	0,5%	1,9%	0,0%	0,4%
Blog	0,8%	0,2%	0,5%	0,0%	0,4%	0,3%
Instagram	0,8%	0,2%	0,5%	0,0%	0,4%	0,3%
TikTok	0,8%	0,0%	1,0%	0,0%	0,4%	0,3%
YouTube	0,0%	0,4%	0,5%	0,0%	0,0%	0,3%
Discord	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%	0,4%	0,2%
Whatsapp	0,0%	0,0%	1,0%	0,0%	0,0%	0,2%
Cinéma	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,4%	0,1%
Total général	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau 19 : Sources des informations traitées par médias – France



Graphique 6 : Répartition des sources d'informations – France

L'étude des sources révèle que la plupart des informations qui sont vérifiées proviennent en majorité de discours (24 %), de publications sur Twitter (20 %) et de questions d'internautes (14 %). D'autres informations tirent leurs origines de médias (13 %), de Facebook (9 %) et de réseaux sociaux non spécifiés (9%). La part d'informations traitées provenant d'études, de blogs, de réseaux sociaux cités (WhatsApp, Instagram, TikTok, YouTube), de sites web, ou autres, est peu importante. L'attention des vérificateurs de faits se concentre donc principalement sur ces réseaux sociaux.

	Autre	Enquête	Information	Information	Information	Information	Information	Information	Montage	Satire	Total général
			n	fausse	invérifiable	partiellement	trompeuse	vraie			
Discours	33,3%	17,5%	17,8%	21,4%	35,7%	41,7%	36,5%	26,9%			23,9%
Twitter		9,5%	34,8%	19,0%	14,3%	27,8%	27,9%	23,1%	40,0%	28,6%	20,0%
Question internaute		40,7%	2,5%	1,1%	1,4%	2,6%	1,9%	18,0%	3,3%		14,3%
Médias	16,7%	10,1%	12,7%	17,2%	21,4%	13,0%	7,7%	11,5%		14,3%	12,8%
Facebook		0,9%	11,9%	19,7%	4,3%	5,2%	11,5%	2,6%	23,3%	28,6%	9,1%
Réseaux sociaux		4,2%	13,6%	12,3%	7,1%	6,1%	4,8%	7,7%	30,0%	28,6%	8,6%
Aucun	33,3%	9,8%									3,0%
Autre	16,7%	3,9%	0,9%	2,1%		3,5%	1,0%	1,3%			2,4%
Rapport/Recherche Académique		1,2%	2,5%	2,1%	5,7%		5,8%	1,3%			2,1%
Site web		0,3%		1,4%	2,9%		1,9%	2,6%			1,0%
Radio		1,2%		0,7%	1,4%			1,3%			0,7%
Telegram		0,3%		1,1%					3,3%		0,4%
Blog			0,9%	0,7%			1,0%				0,4%
Instagram			1,7%		2,9%						0,4%
TikTok		0,3%		0,7%				1,3%			0,4%
YouTube					1,4%			2,6%			0,3%
Discord				0,4%	1,4%						0,2%
Whatsapp			0,9%	0,4%							0,2%
Cinéma		0,3%									0,1%
Total général	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau 20 : Sources des types d'informations traitées - France

On observe à partir de ce tableau que la plus grande partie (40,7 %) des articles d'enquêtes est rédigée à partir de questions d'internautes. Les informations correspondant à la catégorie d'informations décontextualisées proviennent principalement de Twitter, ce qui s'explique vraisemblablement par le nombre de caractères restreint autorisé par la plateforme, qui favorise le troncage et la décontextualisation des informations.

Les fausses informations proviennent principalement de discours (21,4 %), de Facebook (19,7 %) et de Twitter (19 %). La période étudiée, correspondant à un calendrier électoral, peut expliquer que l'attention des médias de vérification a été portée sur les déclarations des acteurs politiques. Cela ne permet donc pas de conclure que cette répartition est représentative de l'activité des médias de vérification.

- **Autres sources**

	Totaux	
Sans relais	68,8%	
Avec relais	31,2%	
	Twitter	26,2%
	Réseaux sociaux	20,9%
	Question internaute	16,2%
	Médias	15,3%
	Autre	6,1%
	Facebook	5,6%
	Radio	2,5%
	Discours	2,0%
	Site web	1,1%
	TikTok	1,1%
	Rapport/Recherche Académique	0,8%
	Telegram	0,8%
	Blog	0,5%
	Instagram	0,3%
	Vkontakte	0,3%
	Whatsapp	0,3%
	100%	100%

Tableau 21 : Autres sources et relais des sources des informations - France

En étudiant les autres sources mentionnées par les médias de vérification de faits, on constate que pour 31 % des informations, une deuxième source est citée comme reprenant la même information, et que Twitter (8,2 %) et les réseaux sociaux (6,5 %) sont les plus mentionnés. Ce chiffre reste sous-estimé car il ne prend pas en compte les relais que les médias de vérification de faits n'auraient pas constatés ou indiqués. Il ne prend également pas en compte le relai des fausses informations par discussions orales.

Ce chiffre indique néanmoins une certaine porosité dans les sources des faits de désinformation qui circulent entre les plateformes et qui peuvent être repris sur la toile après avoir été prononcés dans des discours.

Synthèse

- Les mois ayant concentré l'activité des médias de vérification de faits en France sont les mois de mars, avril et janvier, ce qui correspond au contexte des élections présidentielles, à celui de la guerre russo-ukrainienne et à un pic de l'épidémie covid-19.
- Les thématiques les plus abordées par les médias de vérification de faits sont la politique et la santé.
- Les médias de vérification concluent principalement à des informations « totalement » fausses.
- Les formes des informations les plus vérifiées sont des discours, des données et des publications.
- Les informations traitées proviennent principalement de discours, des réseaux sociaux et de questionnements d'internautes.

CONCLUSIONS

Il faut rappeler que cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité sur la réelle propagation de la désinformation. En effet, cette étude se limite à la couverture des médias vérificateurs d'informations, ce qui est représentatif de leurs moyens et non de l'étendue de leur tâche. Il est donc certain que les médias français bénéficient de moyens financiers leur permettant de consacrer des ressources humaines et matérielles à la vérification d'information, ce qui n'est pas le cas des médias camerounais et centrafricains, malgré la floraison d'initiatives en la matière ces dernières années dans ces deux pays. De plus, la connectivité quasi-totale de la population française n'est pas comparable avec celle du Cameroun et de la RCA, alors que ce travail se concentre sur une vérification de faits observables sur Internet.

De fait, une corrélation significative apparaît entre la publication des articles de vérification et l'actualité en France, notamment dans un contexte sanitaire et électoral ayant favorisé l'engagement de la société en faveur d'une transparence des informations. Cette prévalence est plus difficilement perceptible au Cameroun et en Centrafrique, en raison notamment de la faible connectivité de la population, qui ne permet pas de prendre acte de la désinformation circulant dans ces pays, dans lesquels elle semble plutôt diffusée sous forme de rumeurs orales et locales.⁶⁴

La mise en perspective des statistiques obtenues dans cette étude, indique que les réseaux sociaux constituent un terreau particulièrement fertile à la naissance de la désinformation. En particulier, Facebook a été identifié dans les trois pays comme étant le principal vecteur, avec également une forte prévalence de Twitter en France. Si les photos sont le moyen privilégié de la diffusion des informations traitées dans le cadre de cette étude au Cameroun et en RCA, les discours et les données ont suscité le plus de vérifications d'informations dans le contexte électoral français. Les publications écrites qui ne sont pas accompagnées de supports visuels ou audios constituent également une forme particulièrement prégnante dans les informations traitées par les médias de vérification. La majorité de la désinformation étudiée constitue des fausses informations, bien que les médias de vérification français accordent beaucoup d'importance à la clarification d'informations (enquêtes). Ceci témoigne d'un souci de prévention de la désinformation.

⁶⁴ Observatoire Pharos (2022), Cameroun, Veille du Cameroun de janvier à juin 2022. En ligne : <https://www.observatoirepharos.com/archives-veille-cameroun/#1654095569070-c30893c2-3cc0>.

L'observation de la propagation de la désinformation sur les réseaux sociaux, permet d'émettre l'hypothèse que les ressources des médias de vérification de faits se concentrent en priorité sur des informations relativement virales et/ou susceptibles de poser un risque sécuritaire, social, économique ou sanitaire immédiat pour les populations réceptrices. Par ailleurs, la triangulation des données a relevé un nombre conséquent de publications, relevant d'opinions subjectives mais présentées comme faits objectifs, vivant dans certaines sphères virtuelles confidentielles⁶⁵. Ces publications ne se retrouvent pas dans les articles de vérification de faits, qui s'intéressent plutôt aux informations virales ou émises par des personnalités particulièrement suivies dans un contexte spécifique. Cependant, la prolifération d'une désinformation ordinaire, c'est-à-dire dont la viralité n'est pas suffisante pour susciter un article de vérification des faits, présente de nombreux risques. Certains experts anticipent plusieurs phénomènes qui en seraient les conséquences, notamment la création de bulles de filtre et de chambres d'écho. Selon Eli Pariser (2011), les bulles de filtres, c'est-à-dire le filtrage des informations parvenant à un internaute de manière volontaire ou inconsciente, a pour conséquence son isolement intellectuel, puisque la diversité des informations auxquelles il est exposé est réduite⁶⁶. Fletcher quant à lui parle de chambres d'écho pour désigner une polarisation des opinions sur Internet⁶⁷, risquant ainsi d'augmenter la violence des fractures identitaires⁶⁸.

Malgré des mesures annoncées par les plateformes (Twitter, Meta) pour réguler la désinformation, l'efficacité des mesures prises reste contrastée. Il est pour le moment impossible de mesurer et de mettre en place une lutte contre la diffusion de fausses informations au sein de messageries sécurisées, notamment Telegram ou encore WhatsApp, tant la conception légale de l'encadrement de la liberté d'expression varie selon les pays. De même, il reste difficile de mesurer l'ampleur de la désinformation diffusée sous forme de rumeurs orales, sans traces sur les réseaux sociaux ou sur Internet.

⁶⁵ En particulier, nous pensons aux groupes et pages Facebook, mais également aux messageries.

⁶⁶ Pariser E. (2011), *The Filter Bubble: What the Internet is Hiding from You*, Penguin Press.

⁶⁷ Newman, N., Fletcher, R., Kalogeropoulos, A., and Nielsen, R.K. (2019). *Reuters Institute Digital News Report*, Reuters Institute for the Study of Journalism. En ligne : https://ora.ox.ac.uk/objects/uuid:18c8f2eb-f616-481a-9dff-2a479b2801d0/download_file?file_format=pdf&safe_filename=reuters_institute_digital_news_report_2019.pdf&type_of_work=Report.

⁶⁸ EFUS (2019). *La polarisation, un défi complexe pour les autorités locales*, sur le site d'EFUS, publié en septembre 2019. En ligne : <https://efus.eu/thematiques/la-polarisation-un-defi-complexe-pour-les-autorites-locales/?lang=fr>.

OBSERVATIONS

Initiatives existantes

Certaines initiatives régionales de lutte contre la désinformation réunissent le Cameroun et la RCA. En 2021, CFI⁶⁹ a notamment lancé le projet Désinfox Afrique, qui accompagne des médias dans le développement d'une rubrique ou d'une émission de lutte contre la désinformation. Ce projet compte parmi ses bénéficiaires des journalistes camerounais et centrafricains⁷⁰. De même, le programme Africa Fact-checking Fellowship octroie des bourses de trois mois à ses bénéficiaires.

La RCA est un des pays comptant le plus d'initiatives en matière de vérification de l'information, notamment au sein de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC). Par exemple, le Réseau des Journalistes pour les Droits de l'Homme en Centrafrique (RJDH-RCA) est un projet soutenu par plusieurs organisations internationales dont l'UNICEF et Internews. Le sujet de la désinformation est devenu une préoccupation majeure de la société centrafricaine, comme le montre l'intérêt croissant des étudiants, qui s'investissent auprès de médias de vérification.

Cependant, ces initiatives se heurtent à des manques en termes de capacités humaines et matérielles. Les observations faites dans le cadre du projet montrent que le partage de connaissances et le renforcement des capacités en termes de vérification des informations sont difficiles à mettre en place en raison de disparités dans les niveaux d'éducation des bénéficiaires. Les efforts en termes de lutte contre la désinformation sont également contraints par le manque de moyens des équipes de production concernées et par le coût et la qualité de la connectivité à l'Internet.

Le Cameroun fait également l'objet de nombreuses initiatives en termes de vérification des informations. Malheureusement, ces projets sont confrontés à un manque de coordination des activités et des confusions sur les attentes des bénéficiaires des formations dispensées par ces organismes spécialisés (par exemple, CFI). Beaucoup viennent par curiosité mais ne cherchent pas à mettre en œuvre les techniques de vérification apprises. Peu de journalistes, blogueurs, ou producteurs formés poursuivent les activités de vérification après les échanges permis par ces programmes.

Sécurité

Les remarques sur la sécurité des journalistes et des blogueurs émis par les bénéficiaires du projet tant au Cameroun qu'en République centrafricaine sont particulièrement alarmantes. Beaucoup ont décliné les propositions pour participer aux activités du projet par craintes de représailles ou ont exigé des garanties suffisantes de leur anonymat et de leur sécurité.

⁶⁹ Organisation financée notamment par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français et qui accompagne le développement des médias en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est.

⁷⁰ CFI Développement médias, Désinfox Afrique. En ligne: <https://ra-cfi.fr/projets/desinfox-afrique/>.

RECOMMANDATIONS

Aux gouvernements et organisations internationales

1. Démocratiser l'accès à internet

En raison du coût et du manque de fiabilité de la connexion Internet dans certains pays, il est difficile d'accéder à des informations neutres ou aux vérifications, ce qui complique la tâche des citoyens, des journalistes et des organisations non gouvernementales cherchant à lutter contre la désinformation. Bien que la désinformation prolifère sur Internet, ce dernier est également le garant d'un accès à des ressources plurielles permettant de confronter les informations et d'identifier des fausses informations. L'accès à des sources d'informations diversifiées doit être démocratisé, notamment en rendant Internet accessible, ce qui permettra aux citoyens de devenir acteurs de la vérification. Démocratiser l'accès à la connectivité rend également possible l'accès à des outils d'éducation aux médias et d'ouverture critique.

2. Protéger les journalistes et les blogueurs

Les organisations internationales et les décideurs doivent persister dans leurs efforts de plaidoyer pour le respect de la liberté de la presse et la protection des journalistes. Cela implique la protection de l'intégrité physique des journalistes, la documentation des menaces à l'encontre des journalistes, et la mise en place systématique d'enquêtes sur les disparitions douteuses de journalistes.

Les menaces et les crimes répétés participent à décourager l'engagement des journalistes engagés en faveur d'une information fiable et impartiale. La question de la sécurité des blogueurs et des acteurs de la société civile est également à prendre en compte dans le travail des ONG pour les activités de formation et de sensibilisation.

3. Légiférer et communiquer clairement sur la législation

Les gouvernements doivent clarifier le cadre d'application de leurs législations en termes de désinformation. En particulier, il faut clarifier les définitions des fausses informations, afin de la prendre en compte sous toutes ses formes de manière juste et proportionnée. Il est également nécessaire de renforcer en moyens financiers et humains les organes chargés de leur application.

Enfin, une communication plus claire sur la législation en vigueur et ses modalités d'application est indispensable. Les législateurs se trouvent en effet pris entre le risque d'atteinte à la liberté d'expression, et celui de laisser proliférer des informations dangereuses et fausses. Ils se retrouvent donc face à plusieurs écueils que sont l'incompréhension sur leur rôle et les difficultés d'application des lois suggérées. Ce travail au long cours peut également se faire par une discussion ouverte entre les

gouvernements, les journalistes et les acteurs de terrain. Des dialogues entre les gouvernements et des outils collaboratifs d'information servent aussi à alimenter la recherche d'une réponse globale et efficace.

4. Inclure l'éducation aux médias dans les programmes d'éducation nationale

Une place plus grande doit être faite à l'éducation aux médias et aux nouveaux médias, ainsi qu'à l'esprit critique dès le plus jeune âge à travers les programmes d'éducation nationale. Ces mesures d'apprentissage des mécanismes sur lesquels reposent les fausses informations, d'outils primaires présentés de façon ludique et de sensibilisation aux dangers que représentent les fausses informations représentent un intérêt majeur pour les nouvelles générations très connectées et actives sur les réseaux sociaux.

➤ *Aux médias, blogueurs, influenceurs et producteurs de contenu*

5. Poursuivre les efforts en termes de rigueur et de neutralité journalistiques

Si les réseaux sociaux sont souvent les premiers coupables désignés, il arrive que les journalistes se trouvent consciemment ou inconsciemment être eux aussi relais de fausses informations. Bien que des erreurs puissent survenir, les médias de bonne foi doivent faire preuve d'une rigueur décuplée dans la vérification de leurs sources et d'une transparence dans les politiques de correction. Par un positionnement neutre, et une vérification constante des faits, les journalistes doivent œuvrer à restaurer la confiance avec le public. Dans des contextes de « guerre informationnelle », une attitude neutre et juste vis-à-vis des faits est à privilégier par les journalistes, afin de ne pas encourager la polarisation des opinions et discréditer le journaliste, son média et l'ensemble du métier.

6. Traiter les sujets en fonction des risques sécuritaires qu'ils présentent

Il est important que les rédactions prêtent une plus grande attention aux sujets présentant des risques concrets pour les citoyens qui reçoivent l'information. Alors que la désinformation en lien avec la santé présente des risques évidents et reconnus, il nous faut aussi considérer les risques affiliés à d'autres thèmes d'informations. Par exemple, les fausses informations touchant aux dynamiques identitaires culturelles et religieuses peuvent nourrir des discours de haine et provoquer des actes violents. Les équipes éditoriales pourraient prioriser et régulariser le traitement des informations présentant le plus de risques sécuritaires, et élargir leur compréhension de cet enjeu. Si elle n'a pas pour vocation de changer les opinions profondes des individus, la vérification de faits pourrait permettre d'éviter des manifestations violentes et des actes malveillants, en étant diffusée rapidement et aux

bons endroits. Cela nécessite d'augmenter les effectifs humains et les moyens matériels des médias, mais également de répondre aux besoins de formation sur certains sujets particuliers, comme les dynamiques identitaires culturelle et religieuse.

7. Systématiser et élargir les moyens de veille des journalistes

Cette étude aboutit au constat d'une faible représentation des réseaux sociaux dans les sources les plus examinées par les médias français et une quasi-absence des messageries en ligne sécurisées (Telegram, Signal, ...) ou locales, dont l'implantation est avérée et à travers lesquelles la diffusion de fausses informations est plus que probable sur les trois pays. S'il est vrai que la question de la légalité et de la possibilité technique de lutter contre une désinformation qui circule dans les groupes ou les messageries privées se pose, il est essentiel de tenter d'y remédier par une coopération avec ces plateformes et les organes législatifs.

8. Ne pas se limiter à la correction et à la réaction

Les médias et aux journalistes investis dans la vérification des faits ne doivent pas se limiter à la correction des informations, mais tenter au mieux de les prévenir grâce à la diffusion régulière d'informations en amont. Cette pratique tend à se répandre et il est possible de réduire l'efficacité et l'effet de nuisance d'une fausse information en diffusant de façon régulière des articles d'enquête fiables, accessibles et attractives.

9. Varier les formats de diffusion des vérifications

Une adaptation des formats des productions de vérification de faits aux publics cibles est nécessaire. Effectivement, le format écrit (articles) doit être complété par des formats différents et innovants, comme des formats vidéo ou encore les radios en langues locales. Les développer et les multiplier serait un moyen d'accroître l'efficacité des initiatives de vérification de faits.

➤ *Aux organisations de la société civile (OSC) et ONG*

10. Poursuivre l'effort de formations et de renforcement de capacités de façon durable

Les formateurs doivent pérenniser la formation à la vérification de faits. Si l'on peut saluer la quantité de ce type d'initiatives, les formations ne débouchent pas suffisamment sur des opportunités de mise en pratique et de publications. En résulte des journalistes dont les compétences ne sont que trop rarement sollicitées, les rendant obsolètes et ouvrant au risque de voir ces compétences et la légitimité acquises être mises au service d'organes malveillants de désinformation. L'extension de

la mise en œuvre de projets sur le long terme et une attention particulière à l'autonomisation financière des structures au-delà des projets sont les clés de la pérennité du renforcement de capacités.

11. Sensibiliser en coopération avec d'autres initiatives et d'autres pôles de compétences

Il faut que les projets d'associations nationales ou internationales considèrent la résolution du problème de la désinformation sous toutes ses formes et coopèrent pour cela avec les associations ayant des compétences complémentaires. Plutôt que des projets localisés et unidimensionnels, il est judicieux de coupler les activités mises en œuvre comme la formation à la vérification de faits, la sensibilisation aux dangers de la désinformation, des sensibilisations civiques de prévention des discours de haine et des activités d'éducation aux médias, entre autres. Une meilleure coordination des initiatives mises en œuvre permet d'éviter les doublons et de ne résoudre que quelques parties d'un problème complexe.

12. Renforcer les capacités de relais sur les réseaux

Ce rapport recommande aux organisations de la société civile de fédérer et de renforcer les intermédiaires dans la lutte contre la désinformation à travers les modérateurs de groupes, gestionnaires de pages, influenceurs et blogueurs. Des relais - de bonne foi - peuvent effectivement se trouver face au problème de faits erronés auxquels leurs communautés peuvent être confrontées, sans être suffisamment outillés pour lutter contre. Responsabiliser, former, fédérer par pays et accompagner ses relais seraient des moyens de décharger les vérificateurs de faits et ONG d'une grande partie du travail de traque des fausses informations et d'être plus réactifs face à ceux-ci.

13. Échanger avec d'autres contextes / pays

Développer l'approche transnationale dans les projets de lutte contre la désinformation revêt plusieurs intérêts. Le premier, qui constitue l'un des points-clés du projet dans le cadre duquel a été menée cette étude, est le gain considérable qu'offre l'échange et l'étude de perspectives différentes, permettant d'apprendre des défis et réussites que rencontrent d'autres organisations sur un phénomène partagé. Cela permet également de pallier les défauts de sécurité évoqués précédemment. Un relais hors du pays et des échanges permis par des outils sécurisés et anonymes permettent de publier des informations justes sans crainte des représailles qui peuvent y être associées dans certains contextes.

➤ *Aux bailleurs de fonds*

14. Soutenir davantage les pays dans la lutte contre la désinformation

Face à l'ampleur de la désinformation, à sa transformation constante et aux moyens dont disposent certains organes de propagande ou de désinformation, la lutte contre la désinformation nécessite un soutien financier toujours plus fort et marqué. Cela nécessite un soutien adapté au risque de perturbations sociales, politiques et économiques que présente la désinformation en fonction du contexte. Les programmes de renforcement de capacité, d'éducation aux médias et de production d'émission éditoriale jouent un rôle crucial et doivent être mieux soutenus.

15. Poursuivre le soutien apporté à la recherche

La compréhension de ces phénomènes à évolution particulièrement rapide est encore très lacunaire. Un soutien particulier aux travaux de recherche permettant d'analyser les faits de désinformation à la source est indispensable. Ces travaux nécessitent des moyens techniques et humains considérables et les chantiers sont encore nombreux. Des travaux de long terme sur les dangers de la désinformation sur la coexistence et les perceptions de l'autre au sein d'une société pourraient également être menés.

Cette recommandation s'adresse également aux plateformes, pouvant elles aussi faciliter la recherche. À la manière d'appels à projets de recherches soutenus par le groupe Méta et de la mise à disposition des API (interface de programmes d'application) par Twitter, les applications et aux plateformes doivent faciliter le travail de recherche et de collecte de données sur leurs réseaux sociaux. Cette transparence donnera lieu à des études poussées permettant de lutter efficacement contre la prolifération des fausses informations.

BIBLIOGRAPHIE

- Travaux académiques

Berriche M. (2020). *Le fact-checking est-il vraiment efficace ?*, The Conversation, En ligne : <https://www.sciencespo.fr/fr/actualites/de-la-verification-a-la-discussion-les-nombreuses-methodes-de-fact-checking>.

Bigot L. (2017), *Le fact-checking ou la réinvention d'une pratique de vérification*, Communication & Langages n°192, En ligne : <https://www.cairn.info/revue-communication-et-langages1-2017-2-page-131.htm>.

Doublet Y-M. (2019), *Disinformation and electoral campaigns*, Conseil de l'Europe, 248 pages.

EFUS (septembre 2019). *La polarisation, un défi complexe pour les autorités locales*, sur le site de EFUS, En ligne : <https://efus.eu/thematiques/la-polarisation-un-defi-complexe-pour-les-autorites-locales/?lang=fr>

High Level Group (mars 2018). *A multi-dimensional approach to disinformation - Report of the independent High level Group on fake news and online disinformation*, European Commission.

Lasseur M., Gaulme F. *Les identités plurielles au Cameroun : entre tensions et cohésion nationale*, Observatoire Pharos, 2022. En ligne : <https://www.observatoirepharos.com/wp-content/uploads/2022/10/Les-identites-plurielles-au-Cameroun-entre-tensions-et-cohesion-nationale.pdf>

Newman N., Fletcher R., Kalogeropoulos, A. and Nielsen, R.K. (2019), *Reuters Institute Digital News Report*, Reuters Institute for the Study of Journalism, En ligne : <https://www.digitalnewsreport.org/survey/2019/>.

Ngamita R. (31 mai 2021), *Cartographie du lien entre Désinformation, Coupures d'Internet, Pandémies et Diaspora au Cameroun et en RD Congo*, CIPESA, En ligne : <https://cipesa.org/2021/05/10305/>.

Pariser E. (2011), *The Filter Bubble: What the Internet is Hiding from You*, Penguin Press, 304 pages.

Soprism (2021), *A comparison of active members on Instagram and Facebook in different markets*, sur le site SOPRISM, En ligne : <https://resources.soprism.com/en/instagram/vs/facebook/2021>.

Vilmer J-B., Escorcía A., Guillaume M., Herrera J., (août 2018), *Les Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties*, rapport du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) du ministère des Armées, Paris.

Wardle C. et Derakhshan H. (2017). *Information disorder : Toward an interdisciplinary framework for research and policy making*, Council of Europe report DGI, En ligne : <https://rm.coe.int/information-disorder-report-november-2017/1680764666>.

- Articles de presse (Contexte)

Cameroun

Africa news, *Cameroun, le HCR demande plus de soutien pour les personnes déplacées*, 4 mai 2022. En ligne : <https://fr.africanews.com/2022/05/04/cameroun-le-hcr-demande-plus-de-soutien-pour-les-personnes-deplacees/>.

Rédaction Africa news, *CAN 2022 : l'unité retrouvée du Cameroun*, 3 février 2022. En ligne : <https://fr.africanews.com/2022/02/03/can-2021-l-unite-retrouvee-du-cameroun/>.

Afrimag, *Au Cameroun, des alternatives crédibles à Whatsapp séduisent les utilisateurs*, 18 mars 2021. En ligne : <https://afrimag.net/cameroun-alternatives-credibles-whatsapp-seduisent/>.

Afrique 360, *La rencontre des nouveaux convertis vers l'islam*, 16 avril 2022. En ligne : <http://afrique.le360.ma/autres-pays/societe/2022/04/16/37690-cameroun-la-rencontre-des-nouveaux-convertis-vers-lislam-37690>.

Anadolu Agency, *Des tensions communautaires font deux morts dans l'Extrême-Nord*, 11 janvier 2022. En ligne : <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-des-tensions-communautaires-font-deux-morts-dans-lextre%C3%Aame-nord/2470629>.

Anadolu Agency, *Le correspondant de la BBC enlevé à Bamenda*, 27 mai 2022. En ligne : <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-crise-anglophone-le-correspondant-de-la-bbc-enlev%C3%A9-%C3%A0-bamenda/2599104>.

Anadolu Agency, *Trois civils tués dans une nouvelle attaque de Boko Haram*, 24 février 2022. En ligne : <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-trois-civils-tu%C3%A9s-dans-une-nouvelle-attaque-de-boko-haram/2512376>.

Nonos F., *L'église catholique dénonce la manipulation tribale des élites pour opposer les pauvres, Cameroon Info du 13 janvier 2022*. En ligne : <https://www.cameroon-info.net/article/cameroun-tensions-sociales-leglise-catholique-denonce-la-manipulation-tribale-des-elites-pour-opposer-les-407223.html>

Ntchapda P.A, *Convocation, le directeur de cities radio convoqués par le CNC pour répondre de propos tribalistes tenus sur son antenne par Aline Zomo Ben*, Cameroon Info du 9 avril 2022. En ligne : <https://www.cameroon-info.net/article/cameroun-convocation-le-directeur-de-cities-radio-convoque-par-le-cnc-408339.html>

France 24, *Jihadisme, séparatisme.... Des menaces pèsent sur la CAN au Cameroun*, 4 janvier 2022. En ligne : <https://www.france24.com/fr/sports/20220104-jihadisme-s%C3%A9paratisme-des-menaces-p%C3%A8sent-sur-la-can-au-cameroun>

La Croix, *Un soutien financier du président Biya aux pèlerins musulmans*, 1er juillet 2022. En ligne : <https://africa.la-croix.com/cameroun-un-soutien-financier-du-president-paul-biya-aux-pelerins-musulmans/>.

La Croix, *Cameroun : un prêtre arrêté par de présumés policiers*, 17 janvier 2022. En ligne : <https://www.la-croix.com/Religion/Cameroun-pretre-arrete-presumes-policiers-2022-01-17-1201195272>.

Le 360 Afrique, *Cameroun-Centrafrrique, une frontière à problèmes*, 15 juin 2022. En ligne : <https://afrique.le360.ma/autres-pays/politique/2022/06/15/38395-cameroun-centrafrrique-une-frontiere-problemes-38395>.

Le Point Afrique, *Le conflit a baissé en intensité dans la guerre contre Boko Haram*, 16 août 2018. En ligne : https://www.lepoint.fr/afrique/cameroun-le-conflit-a-baisse-en-intensite-dans-la-guerre-contre-boko-haram-16-08-2018-2243943_3826.php.

Le Point Afrique, *La CAN 2022, les défis du Cameroun*, 7 janvier 2022. En ligne : https://www.le-point.fr/afrique/can-2022-les-defis-du-cameroun-07-01-2022-2459532_3826.php.

Lea Ngoula, J., *Le péril de la fracture identitaire*, Observatoire Pharos, 2020. En ligne : <https://www.observatoirepharos.com/pays/cameroun/cameroun-le-peril-de-la-fracture-identitaire/>.

Lecrivain, A., *Cameroun : bouée de sauvetage pour les réfugiés du conflit en République centrafricaine*, 5 janvier 2022. En ligne : <https://fr.wfp.org/histoires/cameroun-bouee-de-sauvetage-pour-les-refugies-du-conflit-en-republique-centrafricaine#:~:text=Plus%20de%2090%20000%20Centrafricains,Ngaound%C3%A9%C3%A9%C3%A9%C3%A9%20dans%20l'Adamaoua>.

Observatoire Pharos, *Cameroun : Veille du Cameroun de janvier à juin 2022*, 2022. En ligne : <https://www.observatoirepharos.com/archives-veille-cameroun/#1654095569070-c30893c2-3cc0>.

RFI, *Le débat africain : Boko Haram : la guerre oubliée*, 21 janvier 2022. En ligne : <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/le-d%C3%A9bat-africain/20220121-boko-haram-la-guerre-oubliee>.

UN, *L'ONU condamne deux nouvelles attaques d'école dans le Sud-Ouest*, 16 février 2022. En ligne : <https://news.un.org/fr/story/2022/02/1114432>.

VOA, *Cameroon says rebel bomb kills officials*, 3 mars 2022. En ligne : <https://www.voanews.com/a/cameroon-says-rebel-bomb-kills-officials/6468320.html>.

VOA, *Cameroon says separatists attack border mbororo ethnic community*, 9 avril 2022. En ligne : <https://www.voanews.com/a/cameroon-says-separatists-attack-border-mbororo-ethnic-community/6522238.html>.

VOA, *Cameroonians protests torched hospitals as military and separatists trade blame*, 1er juin 2022, En ligne : <https://www.voanews.com/a/6617013.html>, 14.

VOA, *Troops deployed to contain cameroon communal clashes*, 10 mai 2022. En ligne : <https://www.voanews.com/a/troops-deployed-to-contain-cameroon-communal-clashes/6479085.html>.

VOA Afrique, *L'armée camerounaise se déploie à la frontière avec la RCA*, 21 avril 2022. En ligne : <https://www.voaafrique.com/a/l-arm%C3%A9e-camerounaise-se-d%C3%A9ploie-%C3%A0-la-fronti%C3%A8re-avec-la-rca/6538754.html>.

VOA Afrique, *Dans le nord du Cameroun, le réchauffement du climat exacerbe les conflits communautaires*, 1er mars 2022. En ligne : <https://www.voaafrique.com/a/dans-le-nord-du-cameroun-le-rechauffement-du-climat-exacerbe-les-conflits-communautaires/6464411.html>.

République centrafricaine

Africa Newsroom, *A Bouar, la MINUSCA lutte contre l'instrumentalisation de la haine religieuse et ethnique dans les conflits communautaires*, 2 février 2022. En ligne : <https://www.africa-newsroom.com/press/a-bouar-la-minusca-lutte-contre-l-instrumentalisation-de-la-haine-religieuse-et-ethnique-dans-les-conflits-communautaires?lang=fr>.

Jeoffroy M., *Eli Mokom Gawaka must face justice at the ICC*, Africa Newroom, 15 mars 2022. En ligne : <https://www.africa-newsroom.com/press/chadcar-maxime-jeoffroy-eli-mokom-gawaka-must-face-justice-at-the-icc?lang=en>.

Audinet, M. et Hardin, B., *En Centrafrique, la Russie externalise son influence médiatique*, La revue des médias, INA, 13 octobre 2021. En ligne : <https://larevuedesmedias.ina.fr/republique-centrafricaine-russie-sous-traitance-influence-information-radio-lengo-songo>.

HRW, *La République centrafricaine : abus commis par les forces liées à la Russie*, 3 mai 2022. En ligne : <https://www.hrw.org/fr/news/2022/05/03/republique-centrafricaine-abus-commis-par-des-forces-liees-la-russie>.

Jendoubi, S., *Panorama de la presse centrafricaine. Entre pauvreté et politique d'influence*, IFRI, octobre 2019. En ligne : <https://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/panorama-de-presse-centrafricaine-entre-pauvrete-politique-dinfluence>.

Jeune Afrique, *Centrafrique : comment Faustin-Archange Touadéra veut s'offrir un troisième mandat*, 27 mai 2022. En ligne : <https://www.jeuneafrique.com/1349991/politique/centrafrique-comment-faustin-archange-touadera-veut-soffrir-un-troisieme-mandat/>.

La Croix, *Centrafrique: la Cour pénale spéciale, entre avancée "historique" et "obstacles" du pouvoir*, 18 avril 2018. En ligne : <https://www.la-croix.com/Centrafrique-Cour-penale-speciale-entre-avancee-historique-obstacles-pouvoir-2022-04-18-1301210847>.

Le Figaro, *Centrafrique : Une cour spéciale entend ses premiers accusés de crimes de guerre*, 16 mai 2022. En ligne : <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/centrafrique-une-cour-speciale-entend-ses-premiers-accuses-de-crimes-de-guerre-20220516>.

Le Monde, *Comment la Centrafrique est devenue le laboratoire de la propagande russe en Afrique*. En ligne : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/06/08/comment-la-centrafrique-est-devenue-le-laboratoire-de-la-propagande-russe-en-afrique_6129431_3212.html.

Le Monde, *République centrafricaine : l'arrestation de quatre légionnaires de l'armée française révélatrice des tensions entre Bangui et ses partenaires occidentaux*, 2022. En ligne : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/02/25/republique-centrafricaine-l-arrestation-de-quatre-legionnaires-de-l-armee-francaise-revelatrice-des-tensions-entre-bangui-et-ses-partenaires-occidentaux_6115297_3212.html.

MSF, *Le VIH en République centrafricaine : une situation plus qu'alarmante*, 1er décembre 2020. En ligne : <https://www.msf-azg.be/fr/news/le-vih-en-r%C3%A9publique-centrafricaine-une-situation-plus-qualarmante>.

ONU, *RCA : Un expert de l'ONU alarmé par la prolifération des fausses informations*, 6 juillet 2022. En ligne : <https://www.ungeneva.org/fr/news-media/news/2022/07/rca-un-expert-de-lonu-alarme-par-la-proliferation-des-faussees-informations>.

Picco, E. & Vircoulon, T., *La MINUSCA en Centrafrique. Les Casques bleus impopulaires, Notes de l'Ifri*, Ifri, mars 2022. En ligne : https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/picco_vircoulon_minusca_centrafrique_2022.pdf.

Plichta, M., *The Central African Republic's Prospects for Peace and Democracy Are Fading*, World Politics review, 25 janvier 2022. En ligne : <https://www.worldpoliticsreview.com/with-latest-conflict-central-african-republic-faces-dire-prospects/>.

RFI, *Centrafrique : l'ONU dénonce les entraves au travail d'enquête sur plusieurs massacres*, 18 février 2022. En ligne : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220218-centrafrique-l-onu-d%C3%A9nonce-les-entraves-au-travail-d-enqu%C3%Aate-sur-plusieurs-massacres>.

RFI, *Centrafrique : la montée des discours violents inquiète*, 2 juin 2022. En ligne : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220602-centrafrique-la-mont%C3%A9e-des-discours-violents-inqui%C3%A8te>.

RFI, Centrafrique : les autorités rejettent les accusations d'exactions de l'ONU, 5 avril 2022. En ligne : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220405-centrafrique-les-autorit%C3%A9s-rejettent-les-accusations-d-exactions-de-l-onu>.

RFI, L'emprise des mercenaires russes Wagner en Centrafrique, 6 février 2022. En ligne : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220206-en-centrafrique-les-mercenaires-de-wagner-ne-se-font-pas-que-des-amis>.

TV5 Monde, Centrafrique : fin d'un dialogue de réconciliation sans avancées concrètes, 27 mars 2022. En ligne : <https://afrique.tv5monde.com/information/centrafrique-fin-dun-dialogue-de-reconciliation-sans-avancees-concretes>.

VOA Afrique, Conflits meurtriers entre éleveurs et agriculteurs en RCA, 18 janvier 2022. En ligne : <https://www.voaafrique.com/a/conflits-meurtriers-entre-%C3%A9leveurs-et-agriculteurs-en-rca/6401958.html>.

France

20 minutes, Présidentielle 2022 : Pourquoi l'immigration s'impose comme le sujet de ce début de campagne, 6 octobre 2021. En ligne : <https://www.20minutes.fr/politique/3141723-20211006-presidentielle-2022-pourquoi-immigration-impose-comme-sujet-debut-campagne>.

C à vous, Fiasco au Stade de France : stop à l'immigration pour Jordan Bardella, 31 mai 2022. En ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=RQTKTGHkRyA>.

France Info, L'article à lire pour comprendre pourquoi le "grand remplacement" est une idée raciste et complotiste, 13 mars 2022. En ligne : https://www.francetvinfo.fr/elections/presidentielle/l-article-a-lire-pour-comprendre-pourquoi-le-grand-remplacement-est-une-idee-raciste-et-complotiste_4965228.html.

France Info, Zemmour, la religion comme argument politique. En ligne : https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/entre-les-lignes/eric-zemmour-la-religion-comme-argument-politique_4947480.html.

IFOP, Les catholiques pratiquants et l'élection présidentielle de 2022, 24 mars 2022. En ligne : <https://www.ifop.com/publication/les-catholiques-pratiquants-et-lelection-presidentielle-de-2022-2/>.

La Croix, A l'approche des élections présidentielles, les évêques appellent à voter mais restent prudents, 18 janvier 2022. En ligne : <https://www.la-croix.com/Religion/A-lapproche-presidentielle-eveques-appellent-voter-restent-prudents-2022-01-18-1201195480>.

La Croix, La Grande mosquée de Paris appelle à voter pour Emmanuel Macron, 15 avril 2022. En ligne : <https://www.la-croix.com/Religion/Presidentielle-2022-grande-mosquee-Paris-appelle-voter-Emmanuel-Macron-2022-04-15-1201210655>.

La Croix, Les gens ne portent pas plainte. Actes antireligieux, un phénomène difficile à mesurer, 31 janvier 2022. En ligne : <https://www.la-croix.com/France/gens-portent-pas-plainte-actes-antireligieux-phenomene-difficile-mesurer-2022-01-31-1201197787>.

La Croix, Les institutions juives appellent à voter Emmanuel Macron, 13 avril 2022. En ligne : <https://www.la-croix.com/Religion/Presidentielle-2022-institutions-juives-appellent-voter-Emmanuel-Macron-2022-04-13-1201210213>.

La Croix, *Les protestants mettent en garde contre le Rassemblement national*, 18 avril 2022. En ligne : <https://www.la-croix.com/Religion/Presidentielle-2022-protestants-mettent-garde-contre-Rassemblement-national-2022-04-18-1201210875>.

La Croix, *Rapport Sauvé, migrants, fin de vie, un dialogue « dense » entre l'Église et le gouvernement*, 31 janvier 2022. En ligne : <https://www.la-croix.com/Religion/Rapport-Sauve-migrants-fin-vie-dialogue-dense-entre-lEglise-gouvernement-2022-01-31-1201197797>.

La Croix, *Vote Melenchon, L'appartenance religieuse a un rôle essentiel dans le choix du candidat chez les musulmans*, 03 mai 2022. En ligne : <https://www.la-croix.com/Debats/Vote-Melenchon-Lappartenance-religieuse-role-essentiel-choix-candidat-chez-musulmans-2022-05-03-1201213242>.

La Croix, *Cultes et laïcité : ce qu'en disent les candidats à la présidentielle 2022*, 23 mars 2022. En ligne : <https://www.la-croix.com/France/Cultes-laicite-que-disent-candidats-presidentielle-2022-2022-03-23-1201206556>.

La Croix, *Guerre des rites et fin du catholicisme*, 13 janvier 2022. En ligne : <https://www.la-croix.com/Debats/Guerre-rites-fin-catholicisme-2022-01-13-1201194662>.

La Croix, *Un congrès national pour approfondir la réflexion face à la crise des vocations dans l'Église*, 18 février 2022. En ligne : <https://www.la-croix.com/Religion/congres-national-approfondir-reflexion-face-crise-vocations-lEglise-2022-02-18-1201201110>.

France 5, *La fabrique du mensonge : Terroristes en réseaux*, diffusé le 30 mai 2021. En ligne : <https://www.france.tv/france-5/la-fabrique-du-mensonge/2479487-terroristes-en-reseaux.html>

La Voix du Nord, *« Zone interdite » : 40% de musulmans à Roubaix, pourquoi cette affirmation est invérifiable*, 24 janvier 2022. En ligne : <https://www.lavoixdunord.fr/1131628/article/2022-01-24/40-de-musulmans-roubaix-pourquoi-cette-affirmation-est-inverifiable>.

Le Dauphine, *Islam : les instances représentatives en pleine restructuration*, 10 janvier 2022. En ligne : <https://www.ledauphine.com/societe/2022/01/10/islam-les-instances-representatives-en-pleine-restructuration>.

Le Figaro, *À Grenoble, la justice suspend l'autorisation du burkini*, 25 mai 2022. En ligne : <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/grenoble-la-justice-suspend-la-disposition-municipale-autorisant-le-burkini-dans-les-piscines-20220525>.

Le Figaro, *La religion chrétienne est de loin la plus attaquée en France*, 15 avril 2022. En ligne : <https://www.lefigaro.fr/vox/societe/la-religion-chretienne-est-de-loin-la-plus-attaquee-en-france-20220415>.

Le Figaro, *La religion chrétienne est-elle «la plus menacée en France» ?*, 17 janvier 2022. En ligne : <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/la-religion-chretienne-est-elle-la-plus-menacee-en-france-20220117>.

Le Figaro, *Le Conseil Constitutionnel valide les lois anti-fake-news*, 20 décembre 2018. En ligne : <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2018/12/20/97001-20181220FILWWW00317-le-conseil-constitutionnel-valide-les-lois-anti-fake-news.php>.

Le Monde, *Une campagne plombée par les rumeurs et les fausses informations*, le 5 mai 2017. En ligne : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/05/05/une-campagne-plombee-par-les-rumeurs-et-les-faussees-informations_5122623_4355770.html.

Le Monde, *La politique migratoire, un thème imposé dans la campagne électorale*,. En ligne : https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/03/28/presidentielle-2022-la-politique-migratoire-un-theme-impose-dans-la-campagne-electorale_6119424_823448.html.

Le Monde, *Le hijab sportif doit-il constituer une nouvelle ligne de front pour la défense de la laïcité ?*, 7 février 2022. En ligne : https://www.lemonde.fr/sport/article/2022/02/07/le-hijab-sportif-doit-il-constituer-une-nouvelle-ligne-de-front-pour-la-defense-de-la-laicite_6112673_3242.html.

Le Monde, *Nous, musulmans, les pratiques de l'islamisme radical nous révulsent, nous attristent et nous choquent*, 1er février 2022. En ligne : https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/02/01/nous-musulmans-les-pratiques-de-l-islamisme-radical-nous-revulsent-nous-attristent-et-nous-choquent_6111847_3232.html.

Le Monde, *Présidentielle 2022 : y a-t-il de plus en plus d'immigrés en France ?*, 16 janvier 2022. En ligne : https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2022/video/2022/01/16/presidentielle-2022-y-a-t-il-de-plus-en-plus-d-immigres-en-france_6109705_6059010.html.

Libération, *Checknews : Comment l'Ifop a-t-il sélectionné les répondants pour son enquête sur le vote par confession religieuse ?*, 26 avril 2022. En ligne : https://www.liberation.fr/checknews/comment-lifop-a-t-il-selectionne-les-repondants-pour-son-enquete-sur-le-vote-par-confession-religieuse-20220426_KN3IFACNXRFJJRJ5IUOVWFGKU/.

Libération, *Checknews : Habib Bourguiba avait-il interdit le voile dans la rue, comme l'a dit Marine Le Pen ?*, 13 avril 2022. En ligne : https://www.liberation.fr/checknews/habib-bourguiba-avait-il-interdit-le-voile-comme-la-dit-marine-le-pen-20220413_YTX6RD3B3ZF4JMYUD4NHHAIYVU/.

Libération, *Vingt-cinq associations déposent un recours devant le Conseil d'État contre la loi «séparatisme»*, 3 mars 2022. En ligne : https://www.liberation.fr/societe/vingt-cinq-associations-deposent-un-recours-devant-le-conseil-detat-contre-la-loi-separatisme-20220303_7IT-ZINJPLZBR5NFWUIKXVODSY/.

Marianne, *La Cour de cassation confirme l'interdiction du port de signes religieux pour les avocats*, 2 mars 2022. En ligne : <https://www.marianne.net/la-cour-de-cassation-confirme-linterdiction-du-port-de-signes-religieux-pour-les-avocats>.

Marianne, *Vingt-deux mosquées radicales fermées : "L'administration s'est mise en ordre de bataille"*, 17 janvier 2022. En ligne : <https://www.marianne.net/societe/laicite-et-religions/vingt-deux-mosquees-radicales-fermees-ladministration-sest-mise-en-ordre-de-bataill>.

Radio France, *Interdiction du voile dans l'espace public : comment Marine Le Pen a revu son positionnement sur le sujet*, 18 avril 2022. En ligne : <https://www.radiofrance.fr/franceinter/interdiction-du-voile-dans-l-espace-public-comment-marine-le-pen-a-revu-son-positionnement-sur-le-sujet-1268774>.

RFI, *France: la mosquée de Pessac obtient gain de cause et pourra rester ouverte*, 27 avril 2022. En ligne : <https://www.rfi.fr/fr/france/20220427-france-la-mosque%C3%A9e-de-pessac-obtient-gain-de-cause-et-pourra-rester-ouverte>.

Telerama, *"Croire au grand remplacement, c'est concéder une victoire aux islamistes" : l'analyse du philosophe Dominique Bourg*, 26 février 2022. En ligne : <https://www.telerama.fr/debats-reports/croire-au-grand-remplacement-c-est-conceder-une-victoire-aux-islamistes-l-analyse-du-philosophe-dominique-bourg-7009005.php>.

TF1, *Inde : une trentaine de personnes tuées à cause de "fake news" sur Whatsapp*, 2 juillet 2018. En ligne : <https://www.tf1info.fr/international/inde-une-trentaine-de-personnes-tuees-a-cause-de-fake-news-sur-whatsapp-rumeurs-2092116.html>.

TV5 Monde, *Côte d'Ivoire : un mort à cause d'une fausse information sur les réseaux sociaux*, 21 mai 2021. En ligne : <https://information.tv5monde.com/info/cote-d-ivoire-un-mort-cause-d-une-fausse-information-sur-les-reseaux-sociaux-409652>.

Vie publique, Actes racistes et antireligieux : des chiffres en hausse en 2021, 29 mars 2022. En ligne : <https://www.vie-publique.fr/en-bref/284419-actes-racistes-et-antireligieux-des-chiffres-en-hausse-en-2021>.

- **Études et sondages**

Baert X., Raimbaud B., *L'usage d'Internet varie fortement selon l'âge et le niveau d'études*, Insee Analyses Martinique n° 37, juin 2019. En ligne : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4175675#:~:text=Pr%C3%A8s%20de%2060%20%25%20des%20seniors,17%20%25%20d'entre%20eux>.

Hootsuite & We Are Social, *Digital 2022: Cameroon, 2022*. En ligne : <https://datareportal.com/reports/digital-2022-cameroon>.

Hootsuite & We Are Social, *Digital 2022: Global overview report, 2022*. En ligne : <https://www.slideshare.net/DataReportal/digital-2022-global-overview-report-january-2022-v05>.

INSEE, *Accès et utilisation de l'internet dans l'Union européenne : Données annuelles de 2003 à 2021, 2022*. En ligne sur : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2385835#:~:text=Donn%C3%A9e%202020.,extraction%20du%2010%20f%C3%A9vrier%202022>.

Institut de l'Economie Positive, BVA & Cenor group, *Préoccupations des Français : Priorités et attentes à l'aube de l'élection présidentielle, 2021*. En ligne : https://www.institut-economiepositive.com/wp-content/uploads/2022/01/sondage_preoccupations-des-francais-presidentielle-2022.pdf.

- **Autre**

Joannon B. G., *News, Fins politiques et vivre-ensemble : pourquoi déconstruire les fake news sur la migration, 2021*. En ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=FLO85zh4Pb4&t=3s>.



RAPPORT SUR LA DÉSINFORMATION

AU CAMEROUN, EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE ET EN FRANCE

